

LA PRESSE AFFAIRES

GM
RISQUE DE PANNE SÈCHE
PAGE 5



PME
ÉVITER LES PIÈGES DE LA CRISE
PAGES 2 ET 3



S&P TSX
9 596,21
+40,80 (+0,43%)

S&P 500
930,99
+26,11 (+2,89%)

DOW JONES
8 943,81
+248,02 (+2,85%)

PÉTROLE
61,04
+0,27 (+0,44%)

DOLLAR
84,18 ¢US
+0,26 ¢

EMPLOI

Le Canada s'accroche, les É.-U. décrochent

RUDY LE COURS

En pleine tourmente financière, le marché du travail a lâché pied aux États-Unis alors qu'il l'avait encore au Canada, grâce aux élections fédérales.

L'économie canadienne est parvenue contre toute attente à créer 9500 emplois en octobre,

L'économie canadienne est parvenue contre toute attente à créer 9500 emplois en octobre.

tenu qu'il fait suite au bond exceptionnel de 106 900 postes de septembre, selon les résultats de l'Enquête sur la population active (EPA) de Statistique Canada.

Ce chiffre est le solde de 47 500 emplois à temps plein de plus (dont 39 000 dans les administrations publiques) et

de 38 100 emplois à temps partiel de moins. Malgré tout, le taux de chômage est passé de 6,1 % à 6,2 %, de septembre à octobre, en raison d'un nouveau contingent de 29 900 personnes dans la population active.

«Au total, 11 industries sur 15 étaient en recul au cours du mois, ce qui laisse penser que la situation du marché du travail était en fait en train de se détériorer», fait remarquer Marco Lettieri, économiste à la Financière Banque Nationale.

«La stabilité des résultats de l'EPA impressionne même s'ils sont gonflés par l'embauche reliée aux élections, nuance Douglas Porter, économiste en chef adjoint chez BMO Marchés des capitaux. S'il subsistait le moindre doute que l'économie canadienne se porte mieux jusqu'ici que l'américaine, les deux derniers mois devraient le dissiper.»

➤ Voir **EMPLOI** en page 4

DEUX PAYS, DEUX RÉALITÉS

TAUX DE CHÔMAGE DÉSAISONNALISÉ



Note: Les données canadiennes sont ajustées pour correspondre aux concepts américains.

Sources: Statistique Canada, Enquête sur la population active; Bureau of Labour Statistics, Enquête sur la population courante.

Affaire Mount Real Recours collectif

Deloitte & Touche montré du doigt

FRANCIS VAILLES

Les firmes comptables qui ont approuvé les états financiers de Mount Real, notamment Deloitte & Touche, sont accusées d'avoir bâclé leur travail et ainsi permis «une vaste fraude» de 130 millions de dollars.

Après trois longues années d'attente, une demande de recours collectif a finalement été déposée dans l'affaire Mount Real, un scandale financier qui a frappé 1600 investisseurs. Outre le PDG, Lino

Matteo, et le chef des finances, Paul D'Andrea, le recours cible les vérificateurs comptables de l'entreprise et les gardiens de valeur.

L'une des principales firmes comptables visées est Deloitte & Touche, ayant agi comme vérificateur des livres de la Corporation Mount Real durant six ans, entre 1997 et 2002. Suivent BDO Dunwoody (2003) et Schwartz Levitsky Feldman (2004).

➤ Voir **MOUNT REAL** en page 4



LE PDG ROCK & ROLL

LE TITRE DE RESEARCH IN MOTION PIQUE DU NEZ ET LA CONCURRENCE AUX TÉLÉPHONES BLACKBERRY EST PLUS FÉROCE QUE JAMAIS. EN ENTREVUE AVEC LA PRESSE AFFAIRES, JIM BALSILLIE NE S'EN ÉMEUT PAS. CE GRAND PATRON DE RIM FONCE TÊTE BAISSÉE.

Une entrevue de Sophie Cousineau, PAGE 8

PHOTO BERNARD BRAULT // PHOTOMONTAGE LA PRESSE

2008

Et la musique fut!

SOIRÉE-BÉNÉFICE
DU 25 NOVEMBRE
avec le grand virtuose Alain Lefèvre



HUIT FAÇONS DE

La route des entreprises s'annonce cahoteuse dans les prochains mois. Chacune doit trouver les façons de rester sur le chemin qui la mènera sans trop d'ennuis jusqu'à la reprise économique. Pour les PME, le défi est d'autant plus grand qu'elles ne disposent pas des mêmes ressources que les grandes entreprises. Avec l'aide de spécialistes en gestion, *La Presse Affaires* a recensé huit stratégies que pourraient mettre à profit les PME qui veulent éviter les licenciements ou les baisses de production.



HUGO FONTAINE

Il n'y a pas encore péril en la demeure, mais le «Baromètre des affaires», l'indice de confiance de la Fédération canadienne de l'entreprise indépendante, est toujours près de son bas historique, selon la dernière mise à jour publiée jeudi.

Environ 41 % des entrepreneurs canadiens s'attendent à des résultats plus faibles dans la prochaine année. En septembre 2007, seuls 14 % des entrepreneurs avaient les mêmes attentes négatives.

Encore 16 % des entrepreneurs prévoient réduire le nombre d'emplois à temps plein d'ici novembre 2009. En septembre 2007, seulement 7 % envisageaient cette option dans un horizon d'un an.

La semaine dernière, dans un dossier sur l'état de santé des PME, *La Presse Affaires* notait que la crise financière n'avait pas encore frappé de plein fouet les PME québécoises. Et que la baisse du dollar canadien pouvait contrebalancer un éventuel recul des ventes.

Malgré tout, les PME devront s'adapter si les sombres perspectives économiques se concrétisent en 2009.

«Quand les affaires vont mal, il faut être extrêmement stratégique dans ses décisions», conseille Angela Burlton, professeure adjointe au Centre Dobson d'études en entrepreneuriat de l'Université McGill. Question de mettre toutes les chances de son côté.

Et au bout du compte, il est possible d'en sortir gagnant. «Le secret, ce n'est pas de chercher à éviter la crise, mais de chercher à en tirer le positif», dit Brahim Allali, professeur adjoint à HEC Montréal.

HUGO FONTAINE

MISER SUR LES LIQUIDITÉS

«Dans un climat d'incertitude et de récession, ce sont les liquidités, et non la rentabilité, qui sont déterminantes, dit Angela Burlton, professeure adjointe au Centre Dobson d'études en entrepreneuriat de l'Université McGill. On a plus de chances si on a du cash. Ça prend un plus grand coussin financier quand on est une PME.»

Car en cas de difficultés, les PME ne peuvent vendre de filiales et n'ont souvent pas d'actifs excédentaires, note Micheline Renault, professeure agrégée au département des sciences comptables de l'UQAM.

L'entreprise peut toujours réduire son inventaire au minimum opérationnel, remarque Armand Gaudet, associé à la firme de management stratégique et appliqué Stratmark Integra. «C'est de l'argent qui dort», dit-il.

Mais cela a ses limites, car une réduction trop importante risque de faire rater des ventes.

REPENSER LES DÉPENSES

Pour se donner des liquidités, baisser les coûts est une piste de solution évidente.

«Il faut le moins de frais fixes possible, soutient Angela Burlton. Souvent, on n'a pas besoin d'avoir un gros bureau au centre-ville», illustre la professeure.

Les entrepreneurs peuvent plutôt privilégier

un bureau à la maison, se tourner vers les bureaux virtuels ou les services de location de salles de conférence.

Les coûts administratifs sont également à cibler.

«Les coûts administratifs sont souvent regardés avec moins d'attention, mais on y trouve toujours des économies», constate Michel Leroy, associé montréalais de Expense Reduction Analyst Canada, une firme spécialisée en services de réduction de coûts.

M. Leroy aide les entreprises, petites ou grandes, à dégager des économies dans des activités aussi variées que la messagerie, le transport ou l'impression des documents. «Ce qu'on génère comme économie, c'est du profit net», dit-il.

«**Les coûts administratifs sont souvent regardés avec moins d'attention, mais on y trouve toujours des économies.**»

Dans le secteur du transport, par exemple, il dit pouvoir générer jusqu'à 15 % d'économies en analysant les routes des fournisseurs, en concentrant le transport ou en vérifiant systématiquement les factures.

La gestion des déchets est un autre secteur auquel on ne pense pas instinctivement, mais où des réductions de coûts sont possibles, par exemple via la revente de certains types de déchets.

Armand Gaudet conseille aussi de «rationaliser les dépenses en vente et marketing là où il n'y a pas d'impact stratégique».

Au contraire, selon M. Gaudet, il faut investir au besoin où les retombées seront positives et rapides, où il y a une occasion d'accroître ses parts de marché.

SE RAPPELER LES BONNES PRATIQUES D'AFFAIRES

Il est toujours opportun, mais particulièrement lorsqu'on prévoit des temps durs, de se rappeler les bonnes pratiques d'affaires.

La professeure Angela Burlton en évoque quelques-unes : la vérification de crédit des acheteurs, la collection systématique des comptes à recevoir, la création de délais de paiement avec les fournisseurs (sans endommager les relations avec ces derniers), s'assurer d'avoir des termes bancaires qui nous protègent.

De même, Armand Gaudet suggère de «revoir toutes les activités avec les clients, éliminer les clients non payeurs ou avec une survie douteuse, rechercher de nouveaux clients».

Ces éléments peuvent également faire partie d'un plan d'action qui guidera l'entreprise pendant une période trouble.

AVOIR UN PLAN D'ACTION

En période de crise, «il faut identifier les éléments de risque et établir les actions

4 à prendre pour gérer ce risque, dit Micheline Renault. Et il n'est jamais trop tard pour établir un plan d'action».

Selon Armand Gaudet, il est bon de mettre à jour le plan d'affaires ou le plan stratégique. «Il faut s'assurer que les objectifs sont toujours pertinents», dit-il.

M. Gaudet recommande aussi d'accroître les contacts avec les fournisseurs «pour s'assurer qu'ils seront encore là demain», ou regarder les solutions de rechange.

La recherche de nouveaux clients peut également faire partie du plan d'action.

«De cette façon, on démontre notre viabilité et la confiance qu'on a en l'avenir de l'entreprise. Au lieu de se replier vers l'interne, on va vers l'externe», dit M. Gaudet.

Le plan d'action est un atout pour s'allier le banquier.

«Exercer le leadership en établissant un plan d'action diminue le risque, soutient Micheline Renault. On montre qu'on est conscient de ce qui se passe, qu'on est conscient des préoccupations de l'institution financière et qu'on est prêt à travailler de façon conjointe.»

CRÉER UNE CELLULE DE CRISE

5 Dans la même veine, il peut être avantageux de mettre en place une cellule de crise, comme le propose Micheline Renault.

«C'est une cellule où il n'y aurait pas uniquement



GARDER LA ROUTE



des membres de la direction, explique M^{me} Renault. J'aurais des représentants de tous les départements, des gens près de la base, qui sont en relation directe avec les clients. »

Selon l'ancienne entrepreneure, cela permettrait d'apporter de nouvelles idées.

Pour les questions de liquidités ou de relations avec la banque, M^{me} Renault ferait appel à une cellule restreinte. Mais pour des questions d'efficacité, une cellule élargie serait de mise.

« Les idées des employés de la base peuvent nous aider à sortir de notre schème de pensée traditionnel. » Et pousser l'entreprise à améliorer ses façons de faire.

REVOIR ET AMÉLIORER LES FAÇONS DE FAIRE

6 « Les temps difficiles sont une excellente occasion de revoir nos processus d'affaires, dit Micheline Renault. C'est le temps de se questionner. »

« Est-ce qu'on fonctionne de manière

traditionnelle, sans remise en question, alors que, par exemple, l'automatisation pourrait permettre une meilleure efficacité à moindre coût? Et je ne parle pas de coupes », précise la spécialiste.

Par exemple, des employés brillants qui font la paie pourraient être affectés à des tâches à valeur ajoutée, alors que le service de la paie pourrait être automatisé ou imparti à des entreprises spécialisées.

CRÉER DES RÉSEAUX, DES ALLIANCES

Parmi de nouvelles façons de faire à considérer, la création d'alliances est une avenue prometteuse pour les PME.

« Une PME – qui, presque par définition, manque de ressources – aura beaucoup de mal à braver la tempête toute seule, souligne Brahim Allali, professeur adjoint à HEC Montréal. Il est nécessaire de mettre en commun ses ressources avec d'autres PME, pour s'échanger les informations ou les compétences. »

7 La création de partenariats pour consolider l'offre de services peut aussi être

avantageuse, tant pour les clients que pour les entreprises même.

« En consolidant l'offre de services, il n'y aura qu'un intermédiaire pour le client, qu'une seule gestion de dossier », note Micheline Renault. Ces partenariats peuvent rendre plus attrayantes les offres de services.

« Beaucoup de PME de 40 ou 50 employés travaillent en isolation et ne considèrent pas tellement les partenariats ou les alliances, souligne pourtant M^{me} Renault. Les grandes entreprises créent

« J'ai connu des gens qui, au lieu d'éliminer des postes, ont diminué d'une journée le temps de travail de tout le monde. On peut aussi arrêter les heures supplémentaires. »

des consortiums pour soumissionner sur de grands projets, chose qu'on ne voit pas souvent chez les PME. »

« Les dirigeants des PME européennes ont beaucoup moins de mal à créer des alliances que les dirigeants des PME québécoises, a remarqué Brahim Allali au fil de ses recherches. Ces derniers craignent de perdre du pouvoir. »

Une récession pourrait les pousser à voir autrement.

FAIRE ÉQUIPE AVEC LES EMPLOYÉS

Si des coupes sont inévitables sur le plan des ressources humaines, mieux vaut « partager la douleur avec ses employés », croit Angela Burlton.

« C'est plus facile pour tout le monde quand c'est équitable sur le plan des suppressions. J'ai connu des gens qui, au lieu d'éliminer des postes, ont diminué d'une journée le temps de travail de

8 tout le monde. On peut aussi arrêter les heures supplémentaires. Ça permet à tous les employés de sentir qu'ils font partie d'une équipe. »

« Dans le cas contraire, ça crée un manque de loyauté. Cela ne se fera peut-être pas sentir immédiatement, mais dès que ça ira bien, plusieurs vont aller chercher ailleurs. »

De même, Armand Gaudet suggère de « démontrer son leadership à l'interne par une communication accrue pour rassurer les employés, car la rétention de personnel sera importante ».

Et si, malgré toutes les stratégies, malgré tous les efforts, des décisions difficiles finissent par s'imposer, mieux vaut ne pas les retarder, croit Micheline Renault. « Il faut les opérationnaliser immédiatement. Parfois, on attend avant de prendre ses décisions, mais on finit par les prendre quand même. »

LA PRESSE AFFAIRES

À L'AGENDA

LUNDI 10 NOVEMBRE Mises en chantier (Canada) oct.: 205K sept.: 217,6K CGI BPA 3T: 23¢ Nortel BPA 3T: 30¢ Westjet BPA 3T: 40¢	MARDI 11 NOVEMBRE ACE Aviation BPA 3T: 65¢ Cameco BPA 3T: 38¢ Liz Claiborne BPA 3T: 38¢US Rona BPA 3T: 48¢	MERCREDI 12 NOVEMBRE Boralex BPA 3T: 10¢ ING BPA 3T: 90¢ Mediagrif BPA 2T: 3¢ Thomson Reuters BPA 3T: 36¢US
JEUDI 13 NOVEMBRE CAE BPA 2T: 18¢ Loblaw BPA 3T: 55¢ Mega BPA 3T: 29¢ Wal-Mart BPA 3T: 76¢US	 VENDREDI 14 NOVEMBRE Livraisons manufacturières (Canada) sept.: -2% août: -3,7% Ventes au détail (octobre) (États-Unis) oct.: -1,4% sept.: -1,2%	LUNDI 15 NOVEMBRE Jack in the Box BPA 4T: 45¢US Lowe's Cos BPA 3T: 29¢US Onex BPA 3T: 8¢

Source: Bloomberg

POUR NOUS JOINDRE

La Presse Affaires, 7, rue Saint-Jacques, Montréal (Québec) H2Y 1K9
lpa@lapresseaffaires.com

SUDOKU

	7	9					
			2	7			9
4	8		6				2
				8	7		
3				9		4	5
8		7		5	1		
						2	
	9						
		2		1		9	6
					9	6	5

Niveau de difficulté : DIFFICILE

1184

Par Fabien Savary

1182

Placez un chiffre de 1 à 9 dans chaque case vide. Chaque ligne, chaque colonne et chaque boîte 3x3 délimitée par un trait plus épais doivent contenir tous les chiffres de 1 à 9. Chaque chiffre apparaît donc une seule fois dans une ligne, dans une colonne et dans une boîte 3x3.

Solution du dernier sudoku

1	4	9	3	2	6	8	5	7
3	8	5	7	4	9	6	1	2
2	7	6	8	5	1	9	4	3
9	1	8	4	6	7	3	2	5
7	2	3	5	9	8	1	6	4
6	5	4	1	3	2	7	8	9
4	6	2	9	8	3	5	7	1
8	9	1	2	7	5	4	3	6
5	3	7	6	1	4	2	9	8

Ce jeu est une réalisation de Ludipresse. Pour plus d'informations, rendez-vous sur le site www.les-mordus.com ou écrivez-nous à info@les-mordus.com

Deloitte & Touche montréal du doigt

MOUNT REAL

suite de la page 1

«Je suis très satisfait, dit l'investisseur Alan Brown. Je réalise que l'enquête a été difficile parce qu'il y avait plusieurs entreprises impliquées dans diverses juridictions.»

L'homme de 68 ans a perdu 294 000\$ avec Mount Real, soit une grande partie de ses économies. «Je mène désormais une vie simple», dit-il.

Selon la requête, Mount Real, inscrite en Bourse, présentait année après année une situation financière enviable et des profits en forte hausse. Or, «les états financiers reluisants masquaient toutefois une situation financière catastrophique», est-il écrit dans la requête.

Le chef des finances, Paul D'Andrea, a d'ailleurs reconnu que les états financiers étaient trafiqués pour doper la valeur des actifs. Cet aveu a été fait devant l'Ordre des comptables en management accrédités (CMA), ce qui a mené à la radiation de Lino Matteo et de Paul D'Andrea pour avoir arnaqué les investisseurs.

«Les vérificateurs ont été des rouages essentiels de cette vaste fraude. En signant des rapports de vérification à l'appui d'états

financiers truffés de mensonges et d'omissions, les vérificateurs ont commis des fautes qui les rendent solidairement responsables avec les autres intimés pour les préjudices subis par les membres du groupe», est-il écrit dans la requête.

Entre autres, les vérificateurs ont omis de mentionner, aux états financiers, que les entreprises qui devaient de l'argent à Mount Real étaient principalement sous l'in-

Selon la requête, Mount Real, inscrite en Bourse, présentait année après année une situation financière enviable et des profits en forte hausse.

fluence ou liées aux dirigeants de Mount Real.

La requête déposée en Cour supérieure, à Montréal, est dirigée par l'investisseur Andrée Ménard, qui a perdu 132 000\$ dans cette affaire. Elle vise toutes les personnes qui étaient, le 9 novembre 2005, propriétaires de billets à ordre émis par Mount Real ou ses affiliées (MRACS, Real Vest, Real Assurance). La date réfère au moment où l'organisation a été bloquée par l'Autorité des marchés financiers (AMF).

Il y a un mois, rappelons-le,

l'AMF a poursuivi Lino Matteo et quatre autres dirigeants, réclamant des dizaines de millions d'amendes et des peines d'emprisonnement.

La requête en recours collectif rappelle que les activités de Mount Real se limitaient essentiellement à vendre des abonnements à des magazines, contrairement à ce que l'entreprise déclarait dans ses rapports annuels. Le sceau

des vérificateurs et des gardiens de valeur lui permettait de jouir d'une bonne crédibilité.

En réalité, selon la requête, l'organisation a monté une arnaque classique appelée «Ponzi Scheme», du nom du premier fraudeur (Charles Ponzi) à avoir utilisé un tel stratagème aux États-Unis, dans les années 1920. Essentiellement, «les fraudeurs exploitent la bonne foi des investisseurs en offrant des rendements élevés afin de les attirer, mais les sommes investies sont utilisées pour enrichir les fraudeurs et payer les rendements promis afin

d'attirer de nouvelles victimes», est-il écrit dans la requête.

B2B et Penson

La requête tient également pour responsable les gardiens de valeurs B2B Trust, filiale de la Banque Laurentienne, et Services financiers Penson. Ces deux firmes devaient détenir les billets à ordre des investisseurs et attester des valeurs détenues, attestation qui conférait une crédibilité à l'organisation. Or, cette attestation était sans fondement, selon la requête.

La poursuite a été préparée par les firmes d'avocat Trudel & Johnston, Lauzon Bélanger et Belleau Lapointe. Avant d'être débattue sur le fonds, la demande d'intenter un recours collectif doit d'abord être accordée par la Cour, qui se basera sur l'homogénéité du groupe et la similarité des dommages subis.

Nous n'avons pu joindre Lino Matteo et Paul D'Andrea. Les firmes Deloitte & Touche, de même que BDO Dunwoody et B2B Trust n'ont pas voulu commenter, tandis que Schwartz Levitsky Feldman n'a pas rappelé. Pour sa part, Penson affirme qu'elle contestera vigoureusement les allégations à son endroit, qu'elle dit sans fondement.

C'est encore pire que prévu pour Ford

AGENCE FRANCE-PRESSE

NEW YORK — Le constructeur automobile américain Ford a annoncé hier une perte pour le troisième trimestre de 129 millions, moins mauvaise que l'an dernier, mais bien plus lourde que ne l'attendait le marché une fois exclus les éléments exceptionnels.

La perte de 129 millions est à comparer avec une perte de 380 millions à la même période de l'année précédente, selon un communiqué publié par le numéro deux américain de l'automobile.

Par action, cette perte représente 6 cents. Mais hors éléments exceptionnels, elle atteint 1,31\$, alors que les analystes ne la voyaient pas dépasser 0,93\$.

Ford, qui a vu ses ventes s'effondrer de plus de 30 % en septembre et octobre aux États-Unis, a annoncé qu'il prévoyait de réduire de 10 % supplémentaires ses coûts salariaux en Amérique du Nord.

La réduction des pertes nettes a été facilitée par la suppression de plus de deux milliards de dollars d'engagements de retraites, transférés à une nouvelle entité à gestion syndicale.

Mais à 32,1 milliards, contre 41,1 milliards à la même époque

Ford a vu ses ventes s'effondrer de plus de 30 % en septembre et octobre aux États-Unis.

de l'an dernier, le chiffre d'affaires est en recul de 22 %, et sa part du marché nord-américain continue à refluer: 12,4 % au troisième trimestre, contre 13,4 % un an plus tôt.

En outre, le groupe est déficitaire à l'opérationnel, de 2,7 milliards, à périmètre constant. Il y a un an, le constructeur avait dégagé un petit bénéfice opérationnel de 194 millions.

Ford a consommé quelque 7,7 milliards de liquidités sur le

trimestre. Il lui en reste 29,6 milliards en caisse.

Le directeur général Alan Mullaly, qui s'était rendu au Congrès jeudi pour obtenir des aides financières, a expliqué que les dirigeants du secteur attendaient avec impatience le déblo-

sion dès le quatrième trimestre», s'est réjoui M. Mullaly lors d'une téléconférence.

Mais sans attendre, les constructeurs plaident aussi pour des aides supplémentaires: il s'agirait d'obtenir une ligne de crédit-relais sur laquelle ils pourraient tirer en cas de besoin, a expliqué M. Mullaly.

En revanche Ford ne pense pas accéder au paquet de 700 milliards débloqué par l'administration pour sauver le système financier, sa filiale Ford Credit n'étant pas en mesure de se réclamer du statut de holding bancaire.

La Bourse de Toronto abaisse ses prix

BLOOMBERG

Alpha Trading Systems, le tout nouveau marché pour échanger des actions canadiennes, force déjà la Bourse de Toronto, vieille de 147 ans, à faire des changements.

Alpha, qui appartient notamment à la Banque Royale du Canada et à la Banque Toronto-Dominion, a commencé ses activités hier avec 10 titres. Pour défendre sa part du marché canadien, qui est de 98%, TMX Group Inc., le propriétaire de la Bourse de Toronto, a abaissé ses prix et remanié son moteur de transactions.

«Si Alpha est à la hauteur des attentes, nous l'accueillerons volontiers», a indiqué Sergei Tchertvertnykh, co-PDG de Infinium Group, une maison de courtage qui s'est classée au deuxième rang l'an dernier pour le nombre de transactions effectuées à la Bourse de Toronto. «Notre grand intérêt, a-t-il ajouté, porte sur une technologie performante, des produits différents et un environnement compétitif.»

Alpha joint ainsi les rangs de

systèmes de négociation parallèle, ou SNP, qui ont ravi des parts de marché aux anciens monopoles tels que les Bourses de Londres et de New York. Les SNP accaparent maintenant entre 10% et 15% du volume quotidien de transactions aux États-Unis et en Europe, selon Joe Gawronski, président de Rosenblatt Securities, une maison de courtage de New York.

Le quatrième

Alpha est le quatrième SNP au Canada. Ainsi, Canadian Trading & Quotation System a lancé Pure Trading en septembre 2007, suivi d'Omega ATS, de Perimeter Financial, et de Chi-X Canada, de la division Instinet de Nomura Holdings, qui a commencé ses activités en février dernier.

Alpha représente une menace pour TMX parce que ses propriétaires comptent pour 54% des transactions à la Bourse de Toronto.

C'est dans leur intérêt de diriger leurs transactions vers leur système, explique Robert Sedran, un analyste torontois de Financière Banque Nationale.



AFFAIRES

700

710 OCCASIONS D'AFFAIRES

ACHETONS participation d'actionnaires minoritaires. Investissements GESPAQ Inc. 514-816-2771

AFFAIRES BOURSIÈRES

Apprenez à négocier les actions/options, vivez de la bourse ou augmentez vos revenus. Résidence/bureau. Temps plein/partiel. Formation intensive et suivi personnalisé.

• Cours Actions 1 sem.: 13 décembre 2008

• Cours Options 2, 3 jours: 22 novembre 2008

• Cours Investisseur Actif 1 jour : Montréal 31 janv.

Soirées d'information gratuites à 19 h : Drummondville 12 nov., Laval 17 nov. WEB 26 nov.

Accrédité Emploi-Québec 514.666.0306 / 1.877.309.0123 www.daytradercanada.com

710 OCCASIONS D'AFFAIRES

The UPS Store
Occasion de franchise disponible. Joignez-vous au plus grand réseau de centres locaux de services aux petites entreprises du Canada. Visitez le www.theupsstore.ca ou composez le 1-800-661-6232

714 FRANCHISES

FRANCHISE JAVA U., à vendre. Plateau Mont-Royal, Comptant requis: 50 000 \$. Int.: mitchell@java-u.com

Dagwoods
Sandwichs et Salades

Six nouvelles franchises disponibles pour 2009, Mascouche, Lachenaie, Prévost, St-Jovite, Centreville et Beaconsfield. Joignez-vous à l'équipe Dagwoods. Visitez www.dagwoods.ca

715 FINANCEMENT

1RE-2e HYP. rés., comm., ind. balance vente Dencol 514-342-1356 (agent protégé)

RECHERCHE hypothèque, 650 000\$ 1er rang. Excellente garantie. Bon taux. **450-534-0583**

Le Canada s'accroche, les É.-U. décrochent

EMPLOI

suite de la page 1

Les résultats de l'EPA demeurent volatils. Malgré la taille remarquable de l'échantillon (53 000 ménages), la marge d'erreur est de 27 700 sur un total de 17,2 millions d'emplois.

Voilà pourquoi plusieurs économistes préfèrent utiliser la moyenne mobile de trois ou six mois pour évaluer la tendance du marché du travail. «Depuis décembre, le Canada ajoute près de 20 000 emplois par mois, dont 13 300 dans le secteur privé, précise Avery Shenfeld, économiste chez CIBC marchés mondiaux. Les tendances des trois et des six derniers mois ne paraissent pas des plus alarmantes.»

Au Québec, les résultats sont couci-couça: un solde de 500 emplois, tous à temps partiel (9700 de moins à temps plein), mais un taux de chômage qui recule d'un dixième de point à 7,2 %, en raison d'un moins grand nombre de gens qui se cherche activement du travail. Dans la société distincte aussi, les élections fédérales paraissent avoir sauvé la mise puisque les rangs des administrations publiques se sont gonflés de 10 700 personnes, tandis que les effectifs en usines diminuaient de 7000, entre septembre et octobre. «Sans l'ajout de ces 10 700 travailleurs au Québec, le bilan aurait été de -10 200 emplois, calcule Joëlle Noreau, économiste principale chez Desjardins. La tendance du taux d'emploi est en diminution au Québec depuis le début de l'année.»

Reste à voir si les 85 millions injectés dans l'économie par le scrutin provincial du 8 décembre permettront de décaler d'un mois encore les effets dévastateurs de la récession américaine qui paraît beaucoup plus profonde que ce qui avait été envisagé, il y a un mois à peine. Les partis politiques pourront en prendre la mesure à trois jours du verdict populaire quand paraîtront les données de novembre.

L'hécatombe américaine

En octobre, l'économie américaine a détruit 240 000 emplois qui s'ajoutent à la saignée de 284 000 de septembre.

C'est la dixième fois en autant de mois que le marché du travail se contracte cette année, portant l'hécatombe à près de 1,2 million de jobs dont la moitié environ au cours des deux derniers mois.

En comparaison, 203 300 personnes de plus détiennent un emploi cette année au Canada. Le taux de chômage chez l'Oncle Sam est passé de 6,1 % à 6,5 %, un sommet en 14 ans. C'est aussi la première depuis 1982 fois qu'il est plus élevé que le canadien.

En fait, si Statistique Canada comptait le nombre de chômeurs selon la méthodologie américaine qui place l'âge d'entrée dans la population active à 16 ans plutôt qu'à 15, le taux canadien de chômage serait de 5,4 % seulement. Autre différence marquante, le salaire horaire moyen était en hausse de 4,3 % depuis un an au Canada. «C'est un point de pourcentage de plus au-dessus de l'indice des prix à la consommation, fait remarquer Sandy Batten, économiste chez JP Morgan à New York. Cela devrait soutenir les dépenses de consommation un certain temps.

Aux États-Unis, la croissance des salaires est contenue à 3,5 % alors que l'inflation trotte au-dessus des 5 %.

Risque de panne sèche pour GM

Le constructeur renonce à Chrysler et appelle l'État à l'aide

AGENCE FRANCE-PRESSE

NEW YORK — Le constructeur automobile américain General Motors (GM) a reconnu hier être menacé d'une crise imminente de liquidités, qui l'a conduit à abandonner son projet de rachat de Chrysler et à lancer un appel à l'aide «indispensable» du gouvernement fédéral.

À moins d'une reprise vigoureuse (et à ce jour improbable) du marché automobile, et sans aide gouvernementale, le numéro un américain ne devrait plus avoir l'argent nécessaire à son fonctionnement dès les premiers mois 2009.

«Les liquidités estimées pour le reste de 2008 approcheront le minimum requis pour faire fonctionner l'entreprise. Pour les deux premiers trimestres de 2009, même avec les mesures (de restructuration) prévues, les liquidités tomberont largement au-dessous de ce niveau», a expliqué le constructeur.

«Nous nous attendons à ce que la liquidité du groupe se réduise rapidement au cours des prochains trimestres (...), peut-être à des niveaux qui obligeraient GM à envisager une restructuration financière, même s'il ne va pas jusqu'à déposer son bilan», a souligné l'agence de notation Standard & Poor's, en abaissant d'un nouveau cran la note du constructeur.

«Nous estimons maintenant que GM va utiliser cette année beaucoup plus de *cash* que notre précé-



PHOTO CARLOS. ASSOCIATED PRESS

Le PDG de GM, Rick Wagoner, a affirmé hier «prendre toutes les mesures possibles» pour éviter la faillite.

dente estimation de 16 milliards de dollars pour ses opérations automobiles», a souligné Robert Schultz, un des analystes de S&P.

Discussions suspendues

GM a par conséquence préféré ne pas mener plus loin les discussions engagées avec le fonds Cerberus pour lui racheter sa filiale Chrysler. La priorité est désormais le renflouement de sa trésorerie, a fait valoir le groupe,

à l'occasion de la publication de ses résultats trimestriels.

La fusion avec Chrysler suscitait un grand scepticisme chez les analystes et une hostilité ouverte chez les syndicats, inquiets de ses conséquences sociales. L'opération aurait été condamnée par le refus du Trésor de débloquer une aide de 10 milliards de dollars, selon la presse américaine.

Lors des trois mois achevés fin septembre, GM a enregistré

une perte nette de 2,5 milliards. Rapportée au nombre d'actions, elle atteint 7,35 dollars, alors que les analystes tablaient sur des dégâts limités à 3,7 dollars.

Le chiffre d'affaires a accusé un recul de 13 %, à 37,9 milliards de dollars, alors que les analystes attendaient 39,41 milliards.

Après avoir chuté de 15 % à l'annonce des résultats, le titre GM a terminé la séance boursière sur une perte de 9,38 %, à 4,35 dollars.

Confronté à un marché nord-américain en chute libre (-32 % en octobre), le PDG Rick Wagoner a affirmé que le groupe allait «prendre toutes les mesures possibles» pour éviter la faillite.

Plus d'un quart de million de personnes travaillent pour le constructeur, qui vient de fêter son siècle d'existence.

«La tourmente sans précédent de l'économie et du marché du crédit a un impact dramatique sur le secteur automobile et GM», affirme le constructeur. Nombre de consommateurs «qui ont encore l'intention d'acheter des véhicules se sont vu refuser un crédit, ou ont jugé le coût du crédit prohibitif».

Les trois grands de Detroit (GM, Ford, Chrysler) sont dans l'attente du déboursement d'un crédit de 25 milliards de dollars voté par le Congrès, et sont allés jeudi à Washington pour quémander des aides supplémentaires.

5 milliards d'économies

GM a annoncé hier un programme de 5 milliards de dollars d'économies, tout en prévenant qu'il serait insuffisant à lui seul pour rétablir sa trésorerie.

Il entend en outre rogner 500 millions de dollars supplémentaires de ses coûts salariaux aux États-Unis et au Canada, en réduisant les effectifs, y compris si nécessaire par licenciements secs, et en supprimant les primes. À Oshawa, 500 employés ont ainsi été mis à pied de façon temporaire.

SANS-FIL

Quebecor assure avoir les reins solides

MAXIME BERGERON

Quebecor se défend de mettre son équilibre financier en péril en dépensant beaucoup plus que prévu pour la mise sur pied de son réseau sans fil.

Le conglomerat montréalais allongera entre 800 millions et 1 milliard de dollars d'ici quatre ans pour lancer le service, le double des 500 millions qu'il comptait dépenser au départ.

Interrogé par des analystes à ce sujet, Louis Morin, vice-président et chef de la direction financière, a assuré hier que Quebecor saurait trouver de la «flexibilité» si nécessaire. «Nous avons toutes les facilités (de crédit) en place et assez de marge de manœuvre pour être à l'aise, a-t-il affirmé pendant un appel conférence. Et si le pire devait arriver, il y a des projets qui peuvent être réduits ou reportés.»

En raison de l'ampleur des investissements dans le sans-fil, des analystes s'inquiètent de voir Quebecor tomber à court d'argent si jamais le ralentissement économique devait affecter certaines de ses filiales, notamment

celle des journaux. Les revenus publicitaires reculent et la chute pourrait s'accélérer si l'économie canadienne se détériore davantage.

Pierre Karl Péladeau, président et chef de la direction, a lui aussi voulu se montrer rassurant. Quebecor a déjà payé il y a deux mois les 555 millions requis pour l'achat des licences sans fil auprès d'Industrie Canada, a-t-il dit. Le reste des sommes nécessaires à la construction du réseau –entre 250

et 450 millions– sera financé à même les flux de trésorerie et les facilités de crédit déjà en place, a-t-il ajouté. Sans recourir au marché du crédit.

« Si le pire devait arriver, il y a des projets qui peuvent être réduits ou reportés. »

Le dépassement de coût est dû au prix plus élevé que prévu des licences vendues aux enchères l'été dernier par Industrie Canada. Le processus a suscité une concurrence énorme entre les diverses entreprises canadiennes

Convergence accrue

Le réseau sans fil de Vidéotron, filiale de Quebecor, devrait être lancé d'ici 12 à 18 mois. D'ici là, le conglomerat accélérera la consolidation et la convergence entre ses unités d'affaires, pour réduire les coûts et générer de nouveaux revenus publicitaires ailleurs que dans l'imprimé.

L'entreprise a annoncé hier l'intégration de Sun Media (filiale qui regroupe les tabloïds et les journaux régionaux) et de Canoë (le portail internet de Quebecor) sous un même leadership. Le président de Sun, Michael Sifton, quitte l'entreprise et Pierre Karl Péladeau prendra lui-même la tête de cette nouvelle méga-division.

Ce changement vise à accélérer

la migration de l'information vers l'internet et les autres «supports multiplateformes» (dont les appareils sans fil qui seront vendus par Vidéotron), a indiqué Quebecor.

M. Péladeau a souligné que le secteur des journaux n'était «certainement pas en croissance», mais qu'il constituera une bonne source de contenu pour alimenter les autres canaux de distribution du groupe.

Cette consolidation de Sun Media et Canoë coïncide aussi avec le début des négociations en vue du renouvellement de la convention collective au *Journal de Montréal*, propriété de Quebecor. Le contrat de travail arrive à échéance le 31 décembre prochain.

Au Syndicat des travailleurs de l'information du *JdeM*, on a mal réagi à ce changement de structure, hier. Surtout que les pourparlers entamés la semaine dernière s'annoncent difficiles.

«C'est sûr que la venue de M. Péladeau à la direction va durcir le ton un peu partout, a avancé Raynald Leblanc, président du

Syndicat. M. Sifton était vu comme quelqu'un de plus modéré.»

Résultats en hausse

Pour l'ensemble du troisième trimestre, Quebecor a affiché des résultats en forte hausse. Les profits ont atteint 46 millions (0,70\$ par action), comparativement à une perte de 35 millions à la même période l'an dernier. Les revenus ont grimpé de 9%, à 908 millions.

Le câblodistributeur Vidéotron a encore une fois été la locomotive de Quebecor pendant le trimestre. Les recettes de cette filiale ont atteint 452,6 millions, en progression de 15%. Le revenu mensuel moyen tiré de chaque client a augmenté de 11,5%, à 81\$.

Quebecor a par ailleurs annoncé la nomination d'Isabelle Dessureault au poste de vice-présidente, Affaires publiques, de Quebecor Media. Elle était déjà porte-parole de Vidéotron depuis 2005. La détentrice d'un MBA de Concordia vient ainsi remplacer Luc Lavoie, collaborateur de longue de Pierre Karl Péladeau, qui a quitté son poste à la fin août. Le titre de Quebecor inc. a perdu 7,5% hier à la Bourse de Toronto, pour clôturer à 19,10\$.

QUEBECOR WORLD

Pertes de 64 millions

LA PRESSE CANADIENNE

L'imprimeur Quebecor World a déclaré hier une perte nette de 64,2 millions US sur des revenus de 993,6 millions au troisième trimestre, mais a assuré qu'il continuait à «faire des progrès constants» afin de se libérer de la protection contre ses créanciers.

Pour la période terminée le 30 septembre, Quebecor World a enregistré une perte nette de 63,6 millions (35 cents US par action) pour les activités poursuivies, qui excluent les installations européennes, vendues en juin. Il y a un an, l'entreprise avait déclaré une perte nette de 55,3 millions (45 cents US par action) pour les mêmes activités.

Le chiffre d'affaires des activités poursuivies s'est établi à 993,6 millions au troisième trimestre, en baisse de 15,2 % par rapport à celui de 1,2 milliard enregistré pendant la même période l'an dernier.

Le recul s'explique par une diminution des volumes d'impression, la fermeture d'usines et le ralentissement économique, a précisé la société montréalaise dans un communiqué. En dépit d'un niveau d'activité inférieur aux prévisions, le bénéfice avant intérêts, impôts et amortissement enregistré depuis le début de l'année correspond aux attentes de la direction, a précisé Quebecor World.

Selon le rapport du contrôleur daté du 23 septembre 2008, l'entreprise avait un solde de trésorerie non affecté de 125 millions au 14 septembre, soit 41 millions de plus que les prévisions précédentes. Quebecor World a toujours accès à un prêt renouvelable pouvant atteindre 400 millions, duquel elle n'a retiré que 25 millions jusqu'ici.

Hier à la clôture de la Bourse de Toronto, l'action de Quebecor World reculait de un cent à 7 cents.

LES VOYAGEURS EN PARTANCE POUR...

VACANCES VOYAGE

Tous les mercredis et samedis dans

LA PRESSE

GRANDE LIQUIDATION DE VÊTEMENTS AUTOMNE-HIVER POUR HOMMES

Mode de concepteurs européens supérieurs

Costumes Cour. : de 595\$ à 1695\$

Spécial : à partir de 175\$

Cuir - Chemises - Pulls - Pantalons - Vestons - etc.

Rabais jusqu'à 80%

Ouvert du lundi au vendredi de 10 h à 18 h

Samedi et dimanche de 10 h à 17 h

LIQUIDATION OMEGA

491, boul. Lebeau, Saint-Laurent, H4N 1S2

au sud de Côte-Vertu

514 788-5155

Administration canadienne de la sûreté du transport aérien

Canadian Air Transport Security Authority

ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN

Kevin McGarr
Président et chef de la direction

Le Conseil d'administration de l'Administration canadienne de la sûreté du transport aérien (ACSTA) est heureux d'annoncer la nomination de M. Kevin McGarr au poste de président et chef de la direction. La nomination de M. McGarr est entrée en vigueur le 15 septembre 2008.

Après avoir travaillé pendant plus de 25 ans au sein du Service de police de la Communauté urbaine de Montréal et dans le secteur privé, Kevin McGarr s'est joint à l'ACSTA en janvier 2003.

M. McGarr est titulaire d'une maîtrise en administration des affaires au programme de l'aviation internationale de l'École de gestion John-Molson de l'Université Concordia.

Créée le 1^{er} avril 2002, l'ACSTA est une société d'État fédérale à but non lucratif. Elle est responsable de la prestation de services clés en matière de sûreté de l'aviation, tels que le contrôle préembarquement des passagers, de leurs bagages et de leurs biens personnels; le contrôle aléatoire des non-passagers; et l'acquisition, le déploiement et l'entretien de l'équipement de détection des explosifs aux aéroports. L'ACSTA est également responsable de l'élaboration et de la mise en œuvre d'une carte d'identité pour les zones réglementées comportant des caractéristiques biométriques.

Canada

ACSTA CATSA

PLUS\VALUE

POUR MIEUX GÉRER VOS PLACEMENTS

« On nous dit que (le problème américain de la crise des cartes de crédit) n'existe pas. Il existera et il produira des conséquences. »

— JEAN-CLAUDE JUNCKER, président de l'Eurogroupe



DÉTAILLANTS

REPLI FORCÉ VERS L'ESSENTIEL



MARTIN VALLIÈRES

La confiance des consommateurs qui périclité, le marché du travail qui ralentit, la récession qui menace...

Le moment ne pouvait guère être plus mal choisi pour les détaillants.

Avec la saison des Fêtes, une majorité de détaillants entament la période la plus déterminante de l'année pour leurs affaires et leurs prochains résultats financiers.

« Les perspectives du commerce de détail se détériorent. Tout indique que la croissance des ventes des Fêtes cette année sera bien inférieure à celle des années précédentes », avertit la firme de consultants en gestion Ernst & Young, dans son récent rapport sur le marché de la consommation au Canada.

Dans ce contexte, quelle perspective pour les investisseurs boursiers qui souhaitent, malgré tout, avoir quelques titres de détaillants dans leur portefeuille?

En fait, selon des analystes, prendre prétexte d'une conjoncture aussi préoccupante pour boudier systématiquement leurs actions pourrait s'avérer une occasion ratée, dans certains cas.

Deux grandes catégories

Une raison fondamentale?

Le milieu du commerce de détail est considéré selon deux grandes catégories, qui définissent aussi leur vulnérabilité à la conjoncture économique.

Dans la catégorie considérée la moins à risque, il y a les détaillants de biens

et de services de base, comme l'alimentation et l'entretien ménager, les vêtements de base, les produits de santé et d'hygiène personnelle.

Dans l'autre, on retrouve les détaillants de biens et de services dits discrétionnaires. C'est-à-dire les articles de mode vestimentaire et d'intérieur, l'électronique de loisirs, les restaurants et les voyages. Cette catégorie est considérée comme plus sensible à la conjoncture économique.

Le présent épisode de ralentissement, sinon de récession, ne fait pas exception jusqu'à maintenant.

Aux États-Unis, où les dépenses de consommation reculent depuis quelques mois, les grands détaillants de vêtements et d'électronique voient leurs ventes chuter de 15 % à 20 % par rapport à la même période l'an dernier.

Certains se retrouvent déjà en sérieux péril financier, comme l'important détaillant d'électronique Circuit City. Pour endiguer ses pertes, il a décidé la fermeture de 155 magasins, l'équivalent d'un cinquième de tout son réseau.

Les magasins à « escompte »

En contrepartie, malgré le retranchement des consommateurs, des détaillants américains de magasins dits « à escompte », comme Wal-Mart et Costco, continuent d'afficher des résultats enviables dans les circonstances.

Le mois dernier, les magasins Wal-Mart aux États-Unis ont augmenté leurs ventes de 2,4 %, ce qui était presque deux fois plus élevé que ce qu'espéraient les dirigeants du plus gros détaillant au monde.

De l'avis d'analystes, un tel essor continu et à contre-courant du marché de la consommation n'est pas très étonnant.

En fait, c'est la démonstration de l'avantage de ce type de détaillants dits à escomptes dans un contexte économique chancelant.

Pour les investisseurs boursiers, les actions de ces détaillants peuvent même s'avérer des titres défensifs en période de ralentissement économique.

Au Canada

Quel parallèle pour les principaux détaillants inscrits à la Bourse de Toronto?

« La faiblesse marquée du commerce de détail aux États-Unis est en train de se propager au Canada. Pour les investisseurs dans ce secteur, mieux vaut préférer les actions des détaillants de base », résume Keith Howlett, analyste en commerce de détail chez Valeurs mobilières Desjardins (VMD), dans une récente note à ses clients-investisseurs.

Cette préférence se manifeste déjà en Bourse.

Selon un relevé de VMD, les actions des principaux détaillants canadiens de biens et services de base ont essuyé un recul d'environ 7 % depuis le début de septembre. C'est quatre fois moins pire que l'indice de marché S & P/TSX.

Ce groupe sectoriel comprend les grands détaillants en alimentation Sobey's (IGA), Loblaw (Provigo, Maxi) et Metro, ainsi que Couche-Tard, un important groupe de dépanneurs et de stations-services.

Les chaînes de pharmacies Jean Coutu et Shoppers Drug Mart (Pharmaprix au Québec) se retrouvent aussi dans ce groupe.

Ces détaillants bénéficient des recommandations d'analystes les plus favorables dans le commerce de détail ainsi que des meilleures prévisions de bénéfice par action pour le trimestre qui

PALMARÈS BOURSIER DES DÉTAILLANTS CANADIENS

Détaillants	Secteurs	Cours récent	Baisse du sommet 52 semaines	Ratio cours-bénéfice	Avis d'analystes			Bénéfice prévu (variation un an) trimestre de fin d'année 2008
					Acheter	Conserver	Vendre	
Alimentation Couche-Tard	Dépanneurs	15,99\$	-20%	17,2	6	5	0	0,20\$ par action (-16%)
Canadian Tire	Quincaillerie/sports/autos	44,60\$	-47%	8,7	7	3	1	1,61\$ par action (+5%)
Empire (Sobeys, IGA)	Alimentation	47,99\$	-12%	12,4	1	2	2	0,69\$ par action (-6%)
Forzani	Sports/plein air	9,18\$	-51%	8,1	6	4	0	0,82\$ par action (-2%)
Jean Coutu	Santé/beauté	7,56\$	-44%	s.o. (en pertes)	6	4	0	0,14\$ par action (+0,39\$)
Loblaw (Provigo, Maxi)	Alimentation	28,53\$	-33%	21,8	4	5	1	0,46\$ par action (+228%)
Metro	Alimentation	30,98\$	-46%	12,6	2	3	4	0,57\$ par action (-6%)
Rona	Quincaillerie/rénovation	11,93\$	-42%	8	2	6	2	0,22\$ par action (-24%)
Reitmans	Vêtements	13,36\$	-32%	8,7	2	4	0	0,36\$ par action (-30%)
Shoppers Drug Mart (Pharmaprix)	Santé/beauté	47,02\$	-19%	19,4	10	2	0	0,83\$ par action (+18%)

Sources: entreprises, Bourse de Toronto, Bloomberg

LE BONHEUR ÇA SE TRAVAILLE

UN GRAPHIQUE VAUT 1000 MOTS

Digne du livre des records

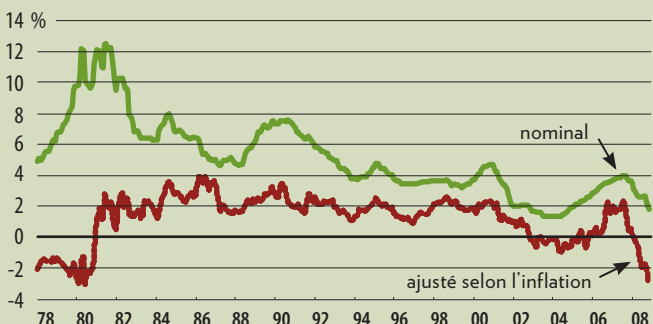
Les banques centrales font preuve d'audace en abaissant leurs taux d'intérêt. Jeudi, la Banque d'Angleterre a surpassé toutes les attentes en abaissant son taux directeur de 150 points de base, à 3%. De leur côté, la banque centrale de Suisse et la Banque centrale européenne

ont procédé à une baisse de 50 points de base chacune, à 2% et 3,25% respectivement. En raison de ces différentes initiatives, nous estimons que la politique globale, soit la moyenne pondérée des taux directeurs des principales banques centrales, a baissé sous

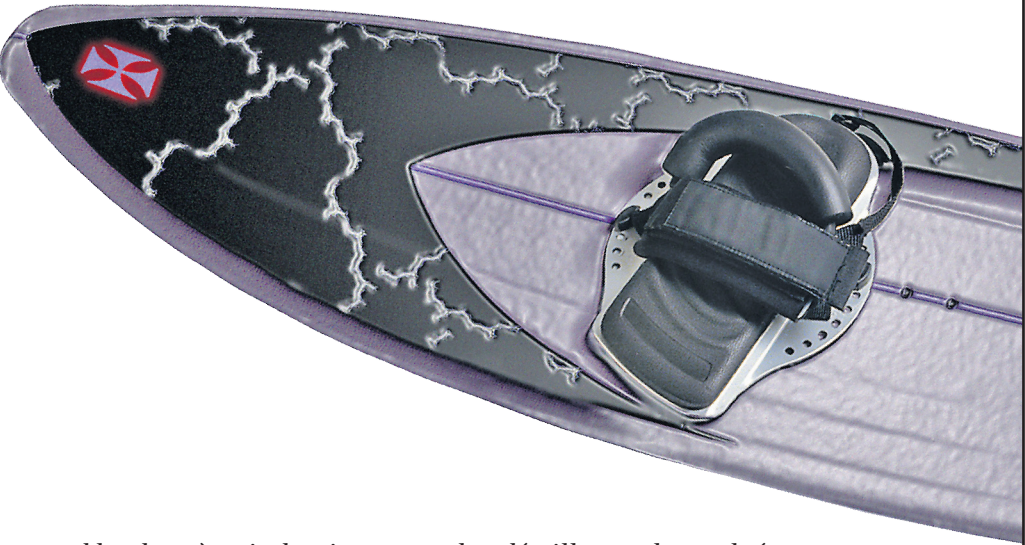
la barre des 2%, sur le plan nominal, pour s'approcher d'un plancher de cinq ans. En termes réels (net de l'inflation), c'est le résultat le plus bas en une génération. À la différence du début des années 80, les taux d'intérêt réels bas ne sont pas la conséquence du fait que les taux

nominaux augmentent moins vite que les taux réels d'inflation. En réalité, cette fois, les taux nominaux baissent. Comme le démontre le graphique, le présent cycle de stimulus monétaire mondial est digne de figurer dans le livre des records. Source: Financière Banque Nationale

UN ASSOULISSEMENT DIGNE DU LIVRE DES RECORDS
Taux d'intérêt *: nominal et ajusté selon l'inflation du G7



* Moyenne pondérée du Canada, des États-Unis, de la Grande-Bretagne, du Japon et de la zone euro



comprend les deux à trois derniers mois de 2008. (Voir tableau)
Un exemple: les bons résultats trimestriels divulgués cette semaine par Shoppers Drug Mart/Pharmaprix, avec une hausse de 5% des ventes de magasins comparables (ouverts depuis plus d'un an).
«Malgré la conjoncture qui se complique, un détaillant comme Shoppers Drug Mart continue de bien faire en ce qui concerne les ventes et la marge bénéficiaire», a noté Vishal Shreedhar, analyste en commerce de détail chez UBS à Toronto.
Détaillants discrétionnaires
En comparaison, les détaillants de biens et services dits discrétionnaires (vêtements, quincaillerie, loisirs) sont nettement en défaveur en Bourse depuis plusieurs semaines.
Ce groupe comprend notamment Rona (quincaillerie-rénovation) et Canadian Tire, ainsi que des détaillants vestimentaires comme Reitmans et West 49.
L'indice sectoriel de ces détaillants discrétionnaires à la Bourse de Toronto a reculé d'un peu plus de 20% depuis le début de septembre, selon le relevé de VMD.
De prime abord, c'est moins mauvais que le recul de l'indice de marché S&P/TSX. Mais c'est l'une des pires tenues parmi les indices sectoriels autres les matières premières, le pétrole et les services financiers, encore les plus influents à la Bourse de Toronto.
Par contre, soulignent des analystes, c'est lors de telles périodes

que les détaillants plus vulnérables au ralentissement économique peuvent démontrer la qualité de leur gestion.
L'exemple le plus récent est celui de Canadian Tire, qui a surpris nombre d'analystes et d'investisseurs cette semaine avec des résultats meilleurs que prévu.
Entre autres, ses ventes de magasins comparables (ouverts depuis plus d'un an) ont crû de 2% au troisième trimestre, après quatre trimestres consécutifs de baisse.
Toutefois, les analystes ont constaté des dépenses encore élevées en améliorations de magasins – des investissements en croissance future selon l'entreprise – ainsi qu'une hausse surprenante du niveau d'inventaire.
«Pour regagner la confiance des investisseurs face à la conjoncture, Canadian Tire devra maintenir la croissance de ses ventes de magasins comparables. Aussi, l'entreprise pourrait avoir à effectuer des soldes imprévus afin de réduire son niveau élevé d'inventaire», a commenté l'analyste Vishal Shreedhar, de la firme UBS.



SUR LE RADAR

Chaque samedi, un financier différent répond à nos questions. Il donne sa lecture des marchés, offre son point de vue sur la Bourse et lance quelques conseils d'investissement. Notre invité cette semaine, Michel Falk, de Natcan.

Une récession pire que prévu

STÉPHANIE GRAMMOND

Q:

À votre avis, quel est l'événement le plus significatif de la semaine en Bourse?

Cette semaine, les marchés ont réalisé que la fin du monde n'était pas arrivée. Ils sont revenus à la réalité économique.
Quand je lis les journaux américains, beaucoup de stratèges tiennent des discours rassurants, prévoient que la récession sera terminée en juin 2009, considèrent que la Bourse a déjà escompté le pire, et rappellent qu'il faut acheter des actions quand tout est sombre.
Mais les données qu'on a vues cette semaine laissent présager un ralentissement plus prononcé que prévu. On risque d'avoir de mauvaises surprises. La récession sera peut-être aussi sévère qu'au début des années 80. Elle pourrait durer jusqu'à la fin de 2009.
Les banques centrales font tout pour diminuer la crise. La Banque d'Angleterre vient de baisser son taux de 150 points de base, à 3%. C'est beaucoup! Mais est-ce que ce sera assez pour nettoyer tout le système? Au cours des 10 dernières années, nous avons eu un cycle d'abus de crédit, d'endettement, d'effet de levier. Il faut prendre le temps de digérer tout ça.

Q:

Quel indicateur surveillerez-vous le plus attentivement au cours des prochains mois?

Les problèmes ont commencé avec l'immobilier. J'aimerais voir un plancher, tant du côté des prix de vente que des volumes de transactions. C'est un des facteurs les plus importants à surveiller.

Q:

Que feriez-vous avec 10 000\$ à investir?

Je me concentrerais dans les obligations de sociétés de grande qualité. Les écarts de taux d'intérêt sont extraordinaires. Présentement, une obligation du gouvernement du Canada de 2 ans offre un rendement d'environ 2%. L'obligation d'une banque verse environ 4,2%. L'écart est de 220 points (2,2%) alors qu'il était d'à peine 30 points il y a deux ans.
Pour des sociétés industrielles, l'écart est encore plus grand (environ 400 points). Et pour des échéances plus longues (10 ans), les écarts vont jusqu'à 800 points pour des sociétés financières américaines de qualité qui émettent des obligations en dollars canadiens.
Ce sont des aubaines. Est-ce que ça va s'améliorer du jour au lendemain? Non! Mais sur 18 mois, les écarts vont rétrécir (la valeur des obligations augmentera donc).
Une obligation de société, un fonds négocié en Bourse d'obligations corporatives (XCB) ou un fonds commun d'obligations à rendement élevé, sont des choix intéressants.

Q:

Quel placement évitez-vous à tout prix?

Les entreprises qui ont des bilans trop lourds, sont à éviter. Par exemple, on peut penser à des firmes qui ont trop de dettes, parce qu'elles ont fait des acquisitions majeures sans prévoir la récession.
C'est encore plus vrai pour des entreprises qui se trouvent dans des secteurs cycliques: dans un scénario de récession, elles pourraient souffrir de la baisse des prix des matières premières.

Q:

Dans le contexte actuel, quel est votre meilleur conseil pour un investisseur?

Il ne faut pas changer son plan de match quand la Bourse est en baisse de 35%. Si c'était correct avant, ne transformez pas de manière draconienne le portefeuille qui vous permettra de prendre une belle retraite dans 15 ans.

MICHEL FALK

Fort de 24 années d'expérience à la Financière Banque Nationale, Michel Falk est devenu chef du placement de Gestion de portefeuille Natcan en septembre dernier. Cette filiale gère des actifs de 28 milliards de dollars, dont la moitié en fonds communs de la famille de la Banque Nationale et d'Altamira.



PHOTO RÉMI LEMÉE, LA PRESSE

«...et ça se trouve!

Pour une majorité de Québécois qui se cherchent un nouvel emploi, ça se trouve même uniquement sur workopolis.com. Ça, ça veut tout dire!

Et comme plus d'un million de candidats québécois visitent workopolis.com chaque mois, c'est là qu'une majorité de recruteurs affichent leurs offres d'emploi en priorité.



workopolis.com

LE PLUS GROS SITE D'EMPLOIS AU QUÉBEC



MC 2006, COVAN.

LA PRESSE AFFAIRES

Jim Balsillie de Research In Motion

Le PDG rock & roll



WATERLOO, Ontario — La semaine n’a pas été tendre pour Research In Motion (RIM), fabricant des fameux téléphones BlackBerry.

Apple a encore nargué RIM sur son terrain. Un nouveau sondage de J.D. Power & Associates, mené à la fin de l’été auprès de 1388 utilisateurs d’affaires, conclut que le iPhone est le téléphone intelligent le plus apprécié, et de loin, par la clientèle business. Quant au titre de RIM, il a encore régressé à la Bourse de Toronto, terminant la semaine à 57,91 \$, près de son creux de la dernière année. Il valait 150 \$ à la mi-juin!

Attentes déçues de peu, marges de profit en recul et crise financière ont plongé RIM dans la tourmente. Mais Jim Balsillie, cochef de la direction de RIM, ne s’en émeut pas.

«En fait, ce serait étrange s’il n’y avait pas de turbulence», dit-il d’une voix douce dans son bureau encombré de Waterloo, qui ne ressemble en rien aux bureaux technos épurés de la Cité du multimédia. Une guitare du groupe Barenaked Ladies, encadrée au mur, et la guitare autographiée d’Eddie Van Halen, posée contre un classeur, égaient le mobilier de bois rouge et la tapisserie grise texturée qui fleurissent les années 80.

Flirter avec la catastrophe

L’entreprise fondée en 1984 par Mike Lazaridis, qui a abandonné ses cours d’ingénierie à l’Université de Waterloo juste avant de décrocher son diplôme, a souvent flirté avec la catastrophe. RIM a parié sa vie sur de nouvelles technologies. Les banquiers ont failli la débrancher du respirateur, en 1993. Puis, la bulle techno a éclaté. Ensuite, RIM a ferrailé pendant cinq ans devant les tribunaux avec NTP, une petite firme de Virginie qui la poursuivait pour non-respect de brevets. RIM a réglé l’affaire en signant un chèque de 612,5 millions en 2006. «Nous avons eu le tour de montagnes russes de luxe», résume Jim Balsillie.

Ce dirigeant de 47 ans que Mike Lazaridis a recruté en 1992 a encore du mal à cerner l’effet de la crise financière et du ralentissement de l’économie sur RIM.

À ses yeux, l’équation compte trop de variables. Mais il affiche tout de même un optimisme prudent.

«Nos téléphones sont-ils des dépenses discrétionnaires ou une nécessité – ce que je pense? Je ne crois pas que le banquier qui a perdu son job sur Wall Street se débranche. Cela fait partie des choses essentielles pour être fonctionnel.»

La débandade de RIM en Bourse pourrait laisser croire que l’entreprise se trouve en difficulté.

Il n’en est rien. Si l’entreprise a déçu de peu des analystes et a atténué ses prévisions de résultats, elle connaît toujours une croissance fulgurante.

RIM comptait 19 millions d’accros du BlackBerry au 30 août et prévoit gagner 2,9 millions d’abonnés d’ici la fin de novembre. À son dernier trimes-



Jim Balsillie a encore du mal à cerner l’effet de la crise financière et du ralentissement de l’économie sur RIM.

tre, RIM a empoché des profits de 496 millions US sur des revenus de 2,58 milliards, en hausse de 88 % comparativement à l’an dernier. RIM disposait de 2,24 milliards de liquidités au 30 août et n’a aucune dette à long terme.

«Je ne souhaite pas de mal à personne, mais notre situation solide nous avantage dans une période comme celle-ci qui va séparer les forts des faibles», dit Jim Balsillie.

« Nous sommes dans le marché techno le plus *hot*. Les plus grandes entreprises avec les plus grandes marques essaient de conquérir cet espace, et ils y mettent les ressources. Nous n’avons pas le choix d’innover. »

Partenariat inhabituel

La situation de RIM a de quoi faire baver d’envie beaucoup d’entreprises. Mais, rares sont les sociétés canadiennes qui peuvent se targuer d’avoir établi une marque connue mondialement pour un produit grand public. Toute la planète tape des textes du pouce!

C’est le succès d’une entreprise singulière. Voilà 16 ans que Jim Balsillie et Mike Lazaridis se partagent la direction, un partenariat inhabituel en affaires. Jim le comptable s’occupe du quotidien et mesure rigoureusement les performances de RIM. Mike l’inventeur rêve des technologies de demain.

«Nous avons des talents différents et nous avons instauré une culture de collaboration,

dit Jim Balsillie, simplement vêtu d’un pantalon gris et d’un pull vert.

Les désaccords sont rares. Quand il y en a, chacun dit le fond de sa pensée. Et puis, la croissance phénoménale des 12 dernières années nous tient très occupés chacun de notre côté.»

Malgré son succès, RIM est restée près de ses racines. Plus de 7000 des 10 000 employés de l’entreprise travaillent dans 22 immeubles de la région de

le choix, juge Deepak Chopra, analyste de la firme Genuity.

Mais, pour satisfaire des goûts distincts, RIM doit offrir un éventail beaucoup plus large d’appareils, à l’exemple de son rival Nokia, estime Ken Dulaney, analyste au Gartner Group, des consultants américains. RIM avait 17,4 % du marché des téléphones intelligents au deuxième trimestre de 2008, loin derrière Nokia, avec 47,5 % du marché. (À noter que c’était

Waterloo, qui compte 500 000 habitants à 45 minutes à l’ouest de Toronto. Ainsi, si RIM vient d’ouvrir des centres de recherche en Floride et en Allemagne, elle n’a jamais sous-traité sa recherche en Asie. Mais cela pourrait changer puisque Jim Balsillie y songe en Chine et en Inde. «Cela pourrait arriver bientôt», dit-il.

Élargir la clientèle

RIM a lancé trois téléphones depuis l’été. Et quand on demande à Jim Balsillie si c’est la nouvelle cadence de l’entreprise, ce dirigeant raconte que RIM accélérera encore le tempo. Voilà deux ans que RIM essaie d’élargir sa clientèle d’affaires et institutionnelle pour percer le marché des consommateurs. Si elle veut grandir, elle n’a pas

avant le lancement du iPhone 3G d’Apple, qui a fait courir les foules.)

Le lancement et la promotion de ces nouveaux appareils coûtent cher. Avec pour résultat que la marge bénéficiaire de RIM, qui a longtemps été exceptionnellement élevée, recule. La marge bénéficiaire brute s’est établie à 50,7 % au cours de la première moitié de l’année, comparativement à 51,5 % pour la période correspondante de l’an dernier. Or, RIM prévoit que cette marge reculera à 47 %, au grand dam des investisseurs.

Ce n’est pas le seul défi auquel RIM fait face. La crise financière a illustré la vulnérabilité de RIM au marché nord-américain, qui représente plus de 75 % de ses revenus. Ainsi,

RIM doit conquérir l’Europe en priorité puis l’Asie d’ici cinq ans si elle veut conserver sa position de leader.

Pour cela, elle doit lancer des appareils qui séduiront ces clientèles.

RIM doit aussi convaincre les opérateurs de téléphone comme Rogers d’abaisser les prix de leurs appareils et de leurs forfaits, juge Ken Dulaney.

«Les opérateurs essaient de siphonner plus d’argent avec les BlackBerry, puisqu’ils se disent que les clients d’affaires achèteront ces appareils de toute façon», croit cet analyste.

Puis, l’entreprise doit convaincre les développeurs d’applications de travailler pour RIM, qui compte ouvrir son propre magasin d’applications en ligne en mars.

Or, RIM est moins bien connue qu’Apple auprès des développeurs, qui hésitent à travailler sur des applications pour l’entreprise ontarienne même si celle-ci leur permet de conserver 80 % des ventes, dit Ken Dulaney.

«Nous sommes dans le marché techno le plus hot, dit Jim Balsillie. Les plus grandes entreprises avec les plus grandes marques essaient de conquérir cet espace, et ils y mettent les ressources. Nous n’avons pas le choix d’innover.»

La concurrence a beau être heavy metal, RIM fonce, tête baissée.

COURRIEL
pour joindre notre journaliste :
sophie.cousineau@lapresse.ca

ÉTATS-UNIS

AT&T achète l’opérateur régional Centennial

AGENCE FRANCE-PRESSE

NEW YORK — L’opérateur de téléphone américain AT&T a annoncé hier qu’il rachetait son concurrent régional Centennial moyennant 944 millions de dollars en numéraire, ce qui élargira sa couverture dans des zones rurales du Midwest et du sud-est, ainsi que dans les Caraïbes.

L’acquisition permet notamment d’acquiescer à un accord antitrust à Porto Rico, où Centennial dispose également d’un réseau filaire, ainsi que d’installations de communication via l’internet pour

les entreprises. Centennial, basé dans le New Jersey, compte 1,1 million de clients dans la téléphonie mobile, et 596700 abonnés dans le fixe, répartis dans six États, ainsi qu’à Porto-Rico et aux Îles Vierges américaines.

AT&T compte près de 75 millions d’abonnés à son réseau sans fil. Il espère que l’opération sera approuvée par les autorités de régulation d’ici à la fin juin 2009.

L’accord prévoit que les actionnaires de Centennial recevront 8,50 \$ par action, soit plus du double du cours de clôture de l’entreprise hier (3,84 dollars).

LA PRESSE CANADIENNE

VANCOUVER — Telus Corporation, un des géants de la téléphonie au Canada, a vu ses profits reculer de 30 % au cours du troisième trimestre, alors que ses revenus ont crû de 6 %.

Le bénéfice net de l’entreprise pour la période terminée le 30 septembre dernier, sur une base diluée, s’est établi à 285,1 millions, ou 89 cents par action ordinaire et action sans droit de vote, comparativement à un bénéfice

net de 409,9 millions, ou 1,23 \$ par action, un an plus tôt.

En publiant ses résultats hier, Telus a expliqué que le troisième trimestre de 2007 comprenait des redressements fiscaux favorables de 93 millions, alors que le troisième trimestre de 2008 comprend un redressement fiscal défavorable avec une cotisation d’environ 8 millions à la taxe sur les ventes provinciale pour des exercices antérieurs. Les revenus de Telus pour le troisième trimestre de 2008 se sont élevés

à 2,45 milliards, contre 2,31 milliards un an auparavant.

Les revenus sans fil

L’entreprise a souligné que les revenus de ses services sans fil ont augmenté de 9 % grâce à une croissance record du nombre d’abonnés depuis le début de l’exercice tandis que ceux du secteur filaire ont progressé de 4 %, stimulés par la croissance des services de transmission de données.

Hier à la Bourse de Toronto, le titre de Telus a perdu 1,50 \$ à 39,29 \$.

Telus voit ses profits fondre du tiers malgré le sans fil

POUR MIEUX RÉGULER LE SYSTÈME FINANCIER

L'Europe réclame des actions « ambitieuses »



MARC THIBODEAU

PARIS — L'Europe réclame des actions « ambitieuses », à courte échéance, pour mieux réguler le système financier mondial et éviter la répétition de crises comme celle qui secoue les marchés depuis plusieurs semaines.

À l'issue d'un sommet extraordinaire tenu hier à Bruxelles en présence des chefs d'État des 27 pays membres de l'Union européenne, le président en exercice de l'organisation, Nicolas Sarkozy, a déclaré qu'il y avait un consensus à ce sujet sur le continent.

Le chef d'État français a convenu, du même souffle, que les discussions avaient été « plutôt intenses » entre les participants, réunis pour élaborer une position commune en prévision du sommet du G20 prévu à Washington à la mi-novembre.

L'aveu du politicien paraît plutôt sibyllin à en juger par les sorties du premier ministre suédois, Frederik Reinfeldt, qui a accusé hier la France, en termes peu diplomatiques, de vouloir aller trop loin en matière de régulation.

« C'est peut-être moins important de montrer qu'on est tout le temps en train d'agir que de faire

Woods, qui ont notamment mené après la Deuxième Guerre mondiale à la création du Fonds monétaire international (FMI).

« On ne peut pas continuer à gérer l'économie du XXI^e siècle avec les instruments de l'économie du XX^e siècle », avait-il plaidé il y a quelques semaines à l'occasion de son passage au Québec.

Les pays membres de l'UE préconisent un renforcement du mandat du FMI de manière à ce qu'il puisse jouer un rôle de « gendarme multilatéral » de la finance.

les choses correctement et de prendre le temps d'analyser », a indiqué le politicien. Les réserves du pays nordique sont partagées par la Grande-Bretagne et l'Allemagne, qui s'irritent de l'activisme et des propensions interventionnistes de M. Sarkozy.

L'homme politique français plaide depuis des semaines pour une révision des accords de Bretton

Il semble que l'idée d'une refonte en profondeur des accords n'a pas été retenue hier. Les pays membres de l'UE préconisent plutôt un renforcement du mandat du FMI de manière à ce qu'il puisse jouer un rôle de « gendarme multilatéral » de la finance.

Ils souhaitent par ailleurs que les contrôles soient largement étendus, de manière à couvrir tant les

paradis fiscaux que les fonds spéculatifs mis en cause dans la crise actuelle.

Sommet à la mi-février

L'Union européenne espère que des mesures concrètes pourront être adoptées à l'occasion d'un second sommet qui se tiendrait à la mi-février, ce qui présuppose un engagement rapide dans les pourparlers de l'équipe du nouveau président américain, Barack Obama.

Les élus européens devaient également plancher hier sur un plan de relance économique européen qui est loin de faire l'unanimité, même si le président français affirme le contraire.

La Commission européenne, qui réclame « une action concertée au niveau de l'UE » pour tirer le continent du marasme, a révélé cette semaine que la zone euro avait vu son PIB reculer de 0,1 % au troisième trimestre et devrait connaître une baisse similaire au quatrième trimestre. En bref, qu'elle est en récession.

La France, qui presse aussi les pays membres de l'UE d'envisager des actions coordonnées et vigoureuses sur le plan économique, fait ironiquement figure de mauvais élève à l'échelle du continent.

Selon la Commission européenne, le taux de chômage du pays, qui était de 7,5 % en 2007, soit son plus bas niveau en 25 ans, devrait croître graduellement pour atteindre 8,7 % en 2010.

La dette augmentera sensiblement durant la même période, passant de 63,9 % à 69,9 % du PIB, ce qui contrevient aux critères économiques de convergence imposés aux pays membres.

Le déficit, appelé à atteindre 3,8 % du PIB d'ici deux ans, excédera aussi le seuil permis.

Autre mauvaise nouvelle: l'explosion du déficit commercial, qui a atteint un niveau record en septembre.

Le premier ministre français, François Fillon, s'est néanmoins dit confiant hier que la France serait l'un des premiers pays européens à « redémarrer » économiquement dans la seconde moitié de 2009.



Bravo aux lauréats provinciaux!

Félicitations aux lauréats provinciaux 2008 de la catégorie Petite entreprise, PME, PME agricole et PME exportatrice, qui ont su, dans leur domaine respectif, s'élever au-dessus de la mêlée et se démarquer avec brio. Souhaitons que leur réussite soit une source constante d'inspiration!

Catégorie Petite entreprise

Catégorie PME

Catégorie PME agricole

Catégorie PME exportatrice

Or



Les Habitations Mont-Carleton inc.
Carleton-sur-Mer
Éric Harrison
Président



Fafard & Frères ltée
Saint-Bonaventure
Martin Fafard
Président



Réal Pinsonneault et fils (2004) ltée
Saint-Michel
Julie, Florence et
Lise Pinsonneault



Société des Technologies de l'Aluminium du Saguenay inc.
Chicoutimi
Pierre Bouchard
Président

Argent

ISO Systèmes de Logiciels inc.
Montréal
Me Neville-Warren Cloutier
Président

Construction Goscobec inc.
Rivière-du-Loup
Bertin Rioux
Président

Les Fraises de l'Île d'Orléans inc.
Saint-Laurent-de-l'Île-d'Orléans
Louis Gosselin
Président

iBwave Solutions inc.
Lachine
Mario Bouchard
Président

Bronze

H₂O Technologies
Saint-Donat
Alexandre Ayotte
Président

Le Groupe Vertdure inc.
Québec
Jean Tremblay
Président

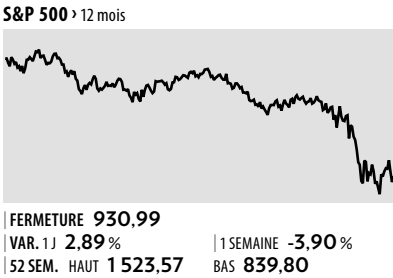
Ferme Daniel Coutu inc.
Saint-Thomas-de-Joliette
Daniel Coutu
Président

Les Dessins de Structure Steltec inc.
Sainte-Thérèse
Maurice Roy
Président

LA PRESSE AFFAIRES INVESTIR

LES BOURSES

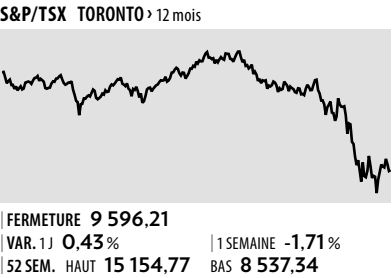
> ÉTATS-UNIS



> DANS LE MONDE

	FERMETURE	VARIATION 1 J	
	(\$)	(%)	
Brazil Bovespa (Brésil)	36 665,11	303,20	0,83
CAC 40 (France)	3 469,12	81,87	2,42
DAX (Allemagne)	4 938,46	124,89	2,60
DJ Euro Stoxx 50 (Europe)	2 284,22	42,72	1,91
FTSE 100 (Angleterre)	4 364,96	92,55	2,17
Hang Seng (Hong Kong)	14 243,43	453,39	3,29
Mexico Bolsa (Mexique)	19 865,22	214,36	1,09
Milan MIB30 (Italie)	22 559,00	377,00	1,70
NIKKEI 225 (Japon)	8 583,00	-316,14	-3,55
S&P/ASX 200 (Australie)	4 051,30	-98,40	-2,37
Shanghai (Chine)	1 747,71	29,99	1,75
Swiss Market (Suisse)	6 008,16	83,26	1,41

> CANADA



PLUS ACTIFS	VOLUME	FERM (\$)	VAR (%)
ISHARES CDN S&P/T (XIU)	19 172 111	14,61	0,69
THOMPSON CREEK M. (TCM)	9 706 077	4,24	-19,70
BOMBARDIER/B (BBD.B)	7 003 565	4,70	1,08
YAMANA GOLD (YRI)	6 762 442	5,63	2,55
TECK COMINCO/B (TCK.B)	6 267 342	11,28	-1,49
SUNCOR ENERGY (SU)	6 191 083	25,50	3,03
GAMMON GOLD (GAM)	5 099 386	4,90	-3,16
KINROSS GOLD (K)	4 700 536	15,09	5,82
HORIZONS BETAPRO (HGU)	4 670 623	6,40	6,67
TALISMAN ENERGY (TLM)	4 239 059	11,25	0,45
GOLDCORP (G)	4 138 041	26,14	4,27
HUDBAY MINERALS (HBM)	3 613 703	6,00	2,74
BCE (BCE)	3 583 830	37,28	2,17
FIRST CALGARY PE. (FCP)	3 454 820	3,48	5,58
OILEXCO INCORPORA (OIL)	3 332 830	4,95	0,61
BARRICK GOLD (ABX)	3 328 786	28,16	2,40

TITRES GAGNANTS

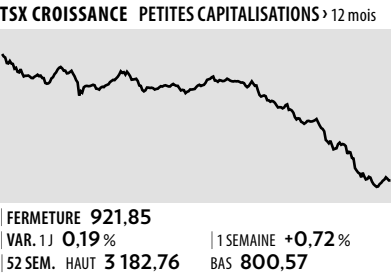
EN %	VOLUME	FERM (\$)	VAR (%)
SEACLIFF CONST. (SDC)	2 000	6,08	21,60
XTREME COIL DRIL. (XDC)	22 180	3,61	20,33
CROCOTTA ENERGY (CTA)	7 029	2,50	18,48
KIRKLAND LAKE G. (KGI)	103 134	3,83	17,49
BROMPTON SPLIT (SBC)	8 300	8,50	16,60

EN \$	VOLUME	FERM (\$)	VAR (\$)
AGNICO-EAGLE (AEM)	733 372	38,16	2,48
MORGUARD (MRC)	5 651	24,00	2,01
AGRIUM (AGU)	1 573 870	44,86	1,68
WEST FRASER TIMB. (WFT)	60 740	33,54	1,64
TRANSALTA (TA)	433 687	23,99	1,58

TITRES PERDANTS

EN %	VOLUME	FERM (\$)	VAR (%)
MAGNA ENTERT./A (MEC.A)	5 600	2,39	-38,72
MEDIAGRIF INTER. (MDF)	6 632	2,10	-27,59
LONG RESERVE (LRF.U)	2 508	4,50	-20,21
THOMPSON CREEK M. (TCM)	9 706 077	4,24	-19,70
HORIZONS BETAPRO (HJD)	68 406	23,20	-16,88

EN \$	VOLUME	FERM (\$)	VAR (\$)
HORIZONS BETAPRO (HJD)	68 406	23,20	-4,71
LEGG MASON CDA H. (LMI)	10 500	21,35	-2,65
HORIZONS BETAPRO (HMD)	9 772	26,51	-2,29
FAIRFAX FINANCIAL (FFH)	41 077	326,95	-2,05
TELUS (T.A)	473 737	37,00	-2,01



PLUS ACTIFS	VOLUME	FERM (\$)	VAR (%)
IBERIAN MINERALS (IZN)	13 964 146	0,21	-4,55
BAYOU BEND PETR. (BBP)	9 183 600	0,16	0,00
ARCTIC STAR DIAM. (ADD)	3 248 000	0,04	-12,50
OUTDOORPARTNER (OPX)	2 866 512	0,03	25,00
LUZON MINERALS (LZN)	2 000 000	0,01	0,00
US SILVER (USA)	1 660 125	0,07	8,33
KLONDIKE GOLD (KG)	1 655 300	0,03	-14,29
GOLDMINCO (GCP)	1 642 000	0,02	0,00
SEDEX MINING (SDN)	1 597 000	0,03	-16,67
PHOTON CONTROL (PHO)	1 453 000	0,02	33,33

CONSULTEZ les cotes
boursières en tout temps
sur lapresseaffaires.com

CANADA LPA 100 (HEBDOMADAIRE)

La Presse Affaires présente une sélection de 100 titres inscrits à la Bourse de Toronto.

	FERMETURE (\$)	VARIATION 1 J (\$)	(%)	VOLUME (100)	VAR. CETTE SEM. (%)	VAL. B. (M \$)	52 SEMAINES HAUT BAS	DIV. ANN.
MATÉRIAU	1 830,31 pts		2,46		1,82			
▲ Goldcorp (G)	26,14	1,07	4,27	41 380	15,97	19 051	52,48 17,77	0,18
▲ Tembec (TMB)	1,90	0,10	5,56	677	14,46	190	13,87 1,13	0,00
▼ Semafo (SMF)	0,98	-0,01	-1,01	796	11,36	209	1,72 0,73	0,00
▲ Osisko (OSK)	1,95	0,13	7,14	1 443	4,28	323	6,56 1,40	0,00
Canam (CAM)	7,36	-0,06	-0,81	107	3,66	358	14,34 3,73	0,16
▲ Barrick (ABX)	28,16	0,66	2,40	33 288	2,18	24 563	54,11 22,00	0,41
Cascades (CAS)	4,93	0,03	0,61	1 638	0,82	487	9,00 3,79	0,16
▼ Teck Cominco (TCK.B)	11,28	-0,17	-1,49	62 663	-6,00	5 593	52,90 10,76	1,00
▲ Potash (POT)	95,82	1,57	1,67	20 559	-6,61	28 923	246,29 77,63	0,40
▲ Domtar (UFX)	2,80	0,06	2,19	187	-6,67	210	8,27 2,53	0,00
FINANCE	1 380,68 pts		0,00		0,99			
▲ Financière Manuvie (MFC)	26,00	0,65	2,56	29 968	7,79	38 799	42,15 21,17	1,04
▲ Great-West (GWO)	27,35	0,32	1,18	2 463	6,84	24 493	37,00 24,50	1,23
▼ Power Corporation (POW)	27,85	-0,60	-2,11	3 053	6,30	12 710	41,92 24,00	1,16
Ind. Alliance (IAG)	26,27	-0,13	-0,49	1 752	5,08	2 111	43,75 24,51	0,98
▲ Financière Power (PWF)	31,60	0,45	1,45	2 446	4,74	22 281	42,49 27,08	1,34
Sun Life (SLF)	29,46	-0,15	-0,51	10 180	3,92	16 488	55,99 24,53	1,44
▼ Banque Laurentienne (LB)	41,68	-0,86	-2,02	358	1,96	994	44,85 31,30	1,36
▲ Brookfield Asset (BAM.A)	21,38	0,58	2,79	5 530	1,33	12 473	37,91 18,07	0,52
▲ Banque Royale (RY)	47,35	0,65	1,39	28 282	1,09	63 483	54,50 39,05	2,00
Banque Nationale (NA)	45,68	-0,19	-0,41	2 983	1,04	7 286	55,39 38,00	2,48
Banque CIBC (CM)	55,12	0,51	0,93	12 454	0,84	20 988	99,53 47,96	3,48
▼ Banque TD (TD)	57,25	-0,60	-1,04	16 798	0,58	46 338	75,00 49,39	2,44
▼ ING Canada (IIC)	32,74	-1,56	-4,55	465	-0,21	3 926	44,10 28,35	1,24
▼ Banque de Montréal (BMO)	42,26	-0,84	-1,95	14 772	-1,77	21 380	63,44 35,65	2,80
▼ Banque Scotia (BNS)	39,11	-0,74	-1,86	28 280	-2,69	38 702	53,47 35,25	1,96
Riocan Reit (REI.U)	16,20	-0,05	-0,31	3 551	-3,63	3 571	22,85 14,00	1,38
▼ IGM Financial (IGM)	34,90	-0,55	-1,55	2 468	-4,23	9 159	53,70 30,14	2,05
CONSUMMATION COURANTE	1 383,89 pts		-0,39		0,37			
Lassonde (LAS.A)	38,75	0,03	0,08	5	17,21	258	49,99 32,00	0,86
▼ Jean Coutu (PJC.A)	8,02	-0,33	-3,95	2 461	10,01	1 942	13,38 6,01	0,16
Metro (MRU.A)	31,67	-0,27	-0,85	2 635	4,35	3 507	33,36 21,00	0,50
▼ Shoppers Drug Mart (SC)	46,93	-0,52	-1,10	4 710	1,14	10 189	58,23 41,50	0,86
Molson (TPX.A)	44,50	0,00	0,00	0	0,00	1 283	58,87 41,01	0,71
Loblaws (L)	29,01	-0,05	-0,17	1 838	-1,16	7 954	41,72 26,11	0,84
▲ Weston (George) (WN)	60,68	1,18	1,98	1 481	-1,35	7 832	65,90 41,83	1,44
▼ Couche-Tard (ATD.B)	15,55	-0,22	-1,40	4 598	-4,31	3 007	19,42 10,11	0,14
Saputo (SAP)	23,00	0,00	0,00	2 485	-8,73	4 756	32,99 21,22	0,56
TÉLÉCOMS	835,17 pts		-0,66		-0,43			
▲ BCE (BCE)	37,28	0,79	2,17	35 838	6,42	30 037	40,80 31,13	0,00
▼ Rogers (RCI.B)	32,58	-1,17	-3,47	26 687	-6,89	20 881	49,81 29,00	1,00
▼ Telus (T)	39,29	-1,50	-3,68	10 594	-7,71	12 207	53,80 34,12	1,90
INDUSTRIELLES	979,10 pts		0,40		-1,73			
▲ Laperr. & Verreault (GLV.A)	5,47	0,34	6,63	268	33,09	146	15,37 3,76	0,00
▲ Garda (GW)	2,03	0,02	1,00	305	25,31	64	18,96 1,20	0,00
▲ Genivar (GNV.U)	19,35	0,27	1,42	297	12,17	277	29,50 16,50	1,50
▲ SNC-Lavalin (SNC)	34,12	0,75	2,25	5 553	7,74	5 142	61,95 26,00	0,48
Velan (VLN)	11,80	0,00	0,00	0	7,27	264	15,90 10,00	0,32
▼ Transforce (TFI)	5,13	-0,28	-5,18	925	4,48	445	10,29 4,30	0,40
Transcontinental (TCL.A)	12,48	-0,01	-0,08	583	2,30	1 004	20,81 10,23	0,32
▲ Stella-Jones (SJ)	19,49	0,74	3,95	15	1,14	245	43,99 18,50	0,36
▲ Bombardier (BBD.B)	4,70	0,05	1,08	70 042	1,08	8 253	8,97 3,17	0,10
Transat (TRZ.B)	11,48	-0,02	-0,17	411	1,06	375	41,25 10,82	0,36
CAE (CAE)	6,90	0,03	0,44	3 376	-2,41	1 759	13,95 5,62	0,12
▲ Quinc. Richelieu (RCH)	15,59	0,49	3,25	161	-2,56	353	24,49 13,60	0,32
▲ Canadian National (CNR)	50,81	1,02	2,05	9 362	-2,89	23 780	58,44 42,51	0,92
▼ ACE Aviation (ACE.A)	5,25	-0,51	-8,85	1 323	-4,55	183	30,23 4,25	0,00
▼ Canadian Pacifique (CP)	49,20	-1,89	-3,70	6 511	-9,81	7 567	75,00 43,38	0,99
CONSUMMATION AUTRE	832,30 pts		-0,97		-1,75			
▼ TVA (TVA.B)	9,50	-0,35	-3,55	12	18,75	228	17,50 7,98	0,20
▼ Dorel (DIL.B)	30,25	-0,94	-3,01	368	14,15	1 009	36,50 25,00	0,51
▲ BMTIC (GBT.A)	18,99	0,97	5,38	4	7,59	517	22,80 15,02	0,36
Shaw (SJR.B)	22,17	-0,18	-0,81	6 499	5,02	9 536	26,00 17,00	0,80
▼ Rona (RON)	11,79	-0,21	-1,75	4 623	0,34	1 365	19,47 10,26	0,00
Astral Media (ACM.A)	27,92	-0,03	-0,11	573	0,18	1 563	46,95 25,26	0,50
▼ Canadian Tire-A (CTC.A)	45,47	-0,51	-1,11	2 506	-0,72	3 744	81,39 41,80	0,84
Thomson Reuters (TRI)	28,00	-0,20	-0,71	9 184	-1,34	21 862	42,67 25,02	1,10
Cogeco Câble (CCA)	30,79	-0,13	-0,42	360	-1,50	1 494	48,82 30,25	0,48
▼ Quebecor (QBR.B)	19,10	-1,55	-7,51	736	-2,90	1 248	41,94 18,01	0,20
▼ Le Château (CTU.A)	9,01	-0,24	-2,60	19	-3,12	237	15,50 8,00	0,70
▼ Magna (MG.A)	38,95	-0,50	-1,27	4 310	-3,68	4 386	90,60 36,22	0,73
▼ Gildan (GIL)	26,89	-0,77	-2,78	5 471	-4,31	3 241	42,73 21,45	0,00
Uni-Select (UNS)	20,50	-0,11	-0,53	57	-6,82	404	31,50 19,56	0,43
▲ Pages Jaunes (YLO.U)	8,00	0,10	1,27	16 802	-8,57	4 103	14,59 7,32	1,17
▲ Reitmans (RET.A)	12,85	0,37	2,97	710	-10,76	893	19,89 12,35	0,72
SERVICES PUBLICS	1 547,51 pts		0,51		-1,87			
▼ Boralex (BLX)	7,72	-0,13	-1,66	240	6,48	292	18,79 5,06	0,00
▼ Gaz Métro (GZM.U)	14,06	-0,19	-1,33	187	0,36	1 694	16,34 12,20	1,24
▲ TransAlta (TA)	23,99	1,58	7,05	4 333	-0,87	4 741	38,10 20,00	1,08
▼ Fortis (FTS)	25,98	-0,82	-3,06	2 258	-1,22	4 087	29,94 20,70	1,00
Canadian Utilities (CU)	40,45	-0,22	-0,54	440	-4,60	5 124	53,42 33,11	1,33
▲ Innergex (IEF.U)	10,45	0,18	1,75	174	-6,61	307	13,23 9,15	1,00
SANTÉ	279,25 pts		-2,54		-2,72			
▲ Atrium (ATB)	12,30	1,14	10,22	4 020	17,26	399	24,25 9,60	0,00
Biovail (BVV)	10,64	-0,03	-0,28	3 154	2,70	1 689	17,66 7,84	1,52
▼ MDS (MDS)	12,29	-0,85	-6,47	1 914	-2,38	1 484	20,88 10,50	0,00
Theratechnologies (TH)	1,75	0,00	0,00	2 274	-9,33	102	12,00 1,60	0,00
TECHNOLOGIES	205,84 pts		1,58		-3,67			
▲ Nortel Networks (NT)	1,49	0,07	4,93	32 957	-0,67	741	18,96 1,21	0,00
▼ CGI (GIB.A)	9,41	-0,14	-1,47	8 293	-2,18	2 902	12,02 8,30	0,00
▲ Research in Motion (RIM)	57,91	1,11	1,95	24 470	-5,10	32 754	150,30 51,21	0,00
▼ Exfo (EXF)	3,25	-0,08	-2,40	28	-6,34	223	6,19 2,46	0,00
ÉNERGIE	2 269,75 pts		0,44		-6,41			
▲ ArcEnergy (AET.U)	19,60	-0,01	-0,05	8 076	7,22	4 207	34,47 14,14	2,88
▲ Nexen (NXY)	18,90	0,86	4,77	25 785	-1,25	9 846	43,45 13,33	0,20
▼ TransCanada (TRP)	35,39	-0,78	-2,16	16 077	-2,83	20 526	40,97 29,42	1,44
▼ Enbridge (ENB)	40,48	-0,91	-1,72	8 508	-3,30	15 064	46,27 33,10	1,32
▼ Cameco (CCO)	18,80	-0,90	-4,57	14 328	-4,71	6 875	46,48 14,33	2,04
EnCana (ECA)	58,15	0,55	0,96	23 123	-5,03	43 602	97,81 41,36	1,62
▲ Pengrowth Energy (PGF.U)	12,30	0,29	2,42	4 365	-5,46	3 132	21,56 8,55	2,70
Talisman Energy (TLM)	11,25	0,05	0,45	42 391	-5,54	11 461	25,40 9,27	0,20
▲ Canadian Oil Sands (COS.U)	30,20	1,10	3,78	26 410	-6,62	14 543	55,25 21,50	3,00
▼ Husky Energy (HSE)	33,78	-0,43	-1,26	10 430	-6,69	28 690	54,24 29,00	2,00
Penn West Energy (PWT.U)	20,00	0,13	0,65	8 636	-6,93	7 670	35,60 15,05	4,08
▲ Imperial Oil (IMO)	38,71	0,86	2,27	10 035	-9,24	33 697	62,54 28,79	0,40
▼ Enbridge Res. (ERF.U)	28,88	-0,76	-2,56	4 570	-11,00	4 771	49,85 24,50	4,56
▲ Can Natural Res. (CNO)	54,04	0,64	1,20	30 605	-11,15	29 228	111,30 41,40	0,40
▲ Suncor Energy (SU)	25,50	0,75	3,03	61 911	-11,92	23 840	73,10 21,85	2,20
Petro-Canada (PCA)	25,98	-0,10	-0,38	22 479	-17,80	12 586	61,85 27,85	0,80

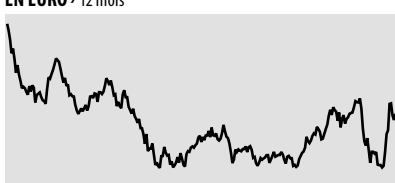
DENRÉES			
	FERMETURE	VARIATION (%) 1 JOUR	1 AN
Blé (SUS/boisseau)	521,00	-0,29	-33,86
Cacao (SUS/livre)	0,88	1,20	-0,26
Café (SUS/livre)	112,10	0,99	-6,93
Maïs (SUS/boisseau)	375,50	-0,66	-2,28
Soya (SUS/boisseau)	911,75	1,36	-10,94
Sucre (SUS/livre)	12,01	1,18	18,33
ÉNERGIE			
	FERMETURE	VARIATION (%) 1 JOUR	1 AN
Essence (SUS/gallon)	1,35	1,05	-44,69
Gaz naturel (SUS/gigagoule)	6,78	-2,85	-11,07
Mazout (SUS/gallon)	1,98	1,99	-24,32
Source : New York Mercantile Exchange (NYMEX)			
MÉTaux			
	FERMETURE	VARIATION (%) 1 JOUR	1 AN
Aluminium (SUS/livre)	0,90	-1,81	-23,46
Argent (SUS/once)	10,04	-0,20	-34,52
Cuivre (SUS/livre)	1,76	-4,45	-47,93
Étain (SUS/livre)	6,85	0,00	-10,25
Nickel (SUS/livre)	5,20	-4,82	-63,69
Palladium (SUS/once)	224,05	0,65	-40,52
Platine (SUS/once)	856,40	2,16	-41,44
Plomb (SUS/livre)	0,67	-0,54	-61,21
Uranium (SUS/livre)	46,00	0,00	-49,17
Zinc (SUS/livre)	0,50	-3,75	-60,16
Source : London Metal Exchange			

LES OBLIGATIONS					
	COUPON	ÉCHÉANCE	PRIX	REND.	VAR.
LE GOUVERNEMENT DU CANADA					
Canada	5,50	01-06-2009	102,00	1,82	-0,03
Canada	9,50	01-06-2010	111,53	1,92	-0,06
Canada	9,00	01-03-2011	115,43	2,09	-0,06
Canada	6,00	01-06-2011	109,62	2,10	-0,05
Canada	10,25	15-03-2014	135,93	2,92	-0,09
Canada	9,75	01-06-2021	155,04	4,09	0,00
Canada	8,00	01-06-2023	140,86	4,21	0,05
Canada	8,00	01-06-2027	145,69	4,37	0,01
Canada	5,75	01-06-2029	118,48	4,37	0,02
LES PROVINCES					
Hydro Québec	11,00	15-08-2020	150,72	5,18	1,57
Manitoba	7,75	22-12-2025	125,50	5,44	1,09
New Brunswick	6,00	27-12-2017	109,41	4,71	0,69
Newfoundland	6,15	17-04-2028	108,45	5,43	0,94
Nova Scotia	6,60	01-06-2027	113,10	5,46	0,88
Ontario	6,25	25-08-2028	109,48	5,45	0,95
Ontario Hydro	7,45	31-03-2013	113,22	4,11	-0,46
Ontario Hydro	8,50	26-05-2025	133,62	5,40	1,12
Ontario Hydro	8,25	22-06-2026	132,11	5,40	1,15
P E I	8,50	27-10-2015	124,23	4,41	0,43
Québec	6,00	01-10-2029	105,93	5,51	0,95
LES CORPORATIONS					
Bell Canada	7,00	24-09-2027	72,74	10,30	0,01
Bombardier	7,35	22-12-2026	81,50	9,50	0,00
Cons Gas	6,10	19-05-2028	87,06	7,35	0,01
Gtaa	6,45	03-12-2027	93,04	7,12	0,02
Investors Gr	6,65	13-12-2027	86,29	8,06	0,02
Wstcoast Ene	6,75	15-12-2027	93,19	7,42	0,02

TAUX D'INTÉRÊT			
	FERMETURE	RENDEMENT SEMAINE	ANNÉE
CANADA			
Taux d'escompte	2,50	0,00	-2,25
Taux préférentiel	4,00	0,00	-2,25
Fonds à un jour	2,25	0,00	-2,25
Bons du Trésor (3 mois)	1,77	-0,08	-2,20
Obligations (2 ans)	1,91	-0,11	-2,11
Obligations (10 ans)	3,72	-0,04	-0,56
ÉTATS-UNIS			
Taux d'escompte	1,25	0,00	-3,75
Taux préférentiel	4,00	0,00	-3,50
Fed funds	1,00	0,00	-3,50
Bons du trésor (3 mois)	0,28	-0,15	-3,16
Obligations (2 ans)	1,32	-0,23	-2,22
Obligations (10 ans)	3,78	-0,18	-0,53
OR			
New York	734,20 \$US		
Variation 1 JOUR	+2,00 \$US		
Variation 1 SEMAINE	+2,23 \$US		
Variation 1 AN	-11,91 \$US		

DOLLAR CANADIEN	
EN CENTS US > 12 mois	
	
84,18 ¢US	
VARIATION	+0,26 ¢
SOMME REQUISE POUR ACHETER	
Un dollar US	118,80 ¢

LES DEVISES DANS LE MO	
Afrique du Sud	1 \$ vaut 8,58 rands
Australie	1 \$ vaut 1,25 dollar
Bésil	1 \$ vaut 1,81 real
Chine	1 \$ vaut 5,74 renminbis
Grande-Bretagne	1 \$ vaut 0,54 livre
Hong-Kong	1 \$ vaut 6,52 dollars
Inde	1 \$ vaut 40,16 roupies
Israël	1 \$ vaut 3,21 nouveaux shekels

EN EURO › 12 mois		
		
0,6613€		
VARIATION	+0,0049€	
SOMME REQUISE POUR ACHETER		
Un euro	1,5119\$	

DE		
Japon	1 \$ vaut	82,75 yens
Liban	1 \$ vaut	1 697,14 livres
Mexique	1 \$ vaut	10,78 pesos
Norvège	1 \$ vaut	5,81 couronnes
Nouvelle-Zélande	1 \$ vaut	1,43 dollar
Russie	1 \$ vaut	22,75 roubles
Suède	1 \$ vaut	6,64 couronnes
Suisse	1 \$ vaut	0,99 franc

LES DEVISES DANS LE MONDE		
Afrique du Sud	1 \$ vaut	8,58 rands
Australie	1 \$ vaut	1,25 dollar
Brésil	1 \$ vaut	1,81 real
Chine	1 \$ vaut	5,74 renminbis
Grande-Bretagne	1 \$ vaut	0,54 livre
Hong-Kong	1 \$ vaut	6,52 dollars
Inde	1 \$ vaut	40,16 roupies
Israël	1 \$ vaut	3,21 nouveaux shekels

Japon	1 \$ vaut	82,75 yens
Liban	1 \$ vaut	1 697,14 livres
Mexique	1 \$ vaut	10,78 pesos
Norvège	1 \$ vaut	5,81 couronnes
Nouvelle-Zélande	1 \$ vaut	1,43 dollar
Russie	1 \$ vaut	22,75 roubles
Suède	1 \$ vaut	6,64 couronnes
Suisse	1 \$ vaut	0,99 franc

Le prix du carburant éclabousse Air Canada

MARIE TISON

L'explosion des prix du carburant pendant la saison estivale a sérieusement amoché Air Canada.

La facture de carburant du transporteur a atteint 1,1 milliard de dollars pendant le troisième trimestre de 2008, qui couvre les mois de juillet, août et septembre. C'est 348 millions de plus que pendant la même période de l'année précédente, soit un bond de 49 %.

« En dépit des prix record du carburant, nous avons enregistré un bénéfice d'exploitation de 112 millions et une marge d'exploitation de 3,6 %, a déclaré le président et chef de la direction d'Air Canada, Montie Brewer. C'est un des résultats les plus solides de toute l'industrie nord-américaine du transport aérien au troisième trimestre. »

Il s'agit toutefois d'une sérieuse diminution par rapport au bénéfice d'exploitation de 351 millions enregistré au troisième trimestre de 2007. La situation est particulièrement frappante au niveau des résultats nets: le bénéfice net de 273 millions de l'année dernière a fait place à une perte nette de 132 millions. Il faut toutefois réaliser que cette perte nette comprend deux éléments qui ne sont pas liés à l'exploitation, soit une perte hors-trésorerie de 93 millions liés à l'évaluation des contrats de couverture sur le carburant et une perte de 87 millions liée aux éléments monétaires libellés en devises étrangères. Le bénéfice net du troisième trimestre de 2007 comprenait au contraire un gain de 104 millions lié aux éléments monétaires libellés en devises étrangères.

Les revenus d'Air Canada ont atteint près de 3,1 milliards au troisième trimestre de 2008, soit une hausse de 4 % par rapport à la même période de l'exercice précé-

dent, en dépit d'une diminution de 3,5 % de la capacité. Le transporteur a réussi à augmenter ses revenus grâce à une légère augmentation de son coefficient d'occupation et à la majoration des tarifs et des suppléments pour le carburant.

M. Brewer a cependant affirmé que ces suppléments n'avaient compensé qu'en partie l'augmentation des prix du carburant au troisième trimestre. Si on tient compte du carburant, les coûts d'Air Canada ont augmenté de 17,9 % par siège comparativement à la même période de 2007. Si on n'en tient pas compte, les coûts n'ont augmenté que de 4,3 %. La moitié de ces coûts sont liés à l'achat d'appareils neufs et au réaménagement des cabines des appareils existants.

La grève

La grève de deux mois chez Boeing a retardé la livraison d'appareils 777 et 787 commandés par Air Canada. L'avionneur devrait lui faire connaître son nouveau calendrier de livraison au cours des prochaines semaines. Air Canada compte sur ces deux types d'appareils pour réduire sa facture de carburant.

Déjà, des problèmes de production avaient forcé Boeing à retarder de 24 à 30 mois la livraison du 787, le Dreamliner. Air Canada espérait recevoir son premier 787 en 2010: dans le meilleur des cas, le transporteur devra attendre au début de 2012. Il a donc entamé des discussions pour obtenir des compensations.

« Nous attendons une mise à jour sur les livraisons, a déclaré le chef de la direction financière d'Air Canada, Mike Rousseau. Il est difficile de parler de compensations si on ne connaît pas les préjudices, et il est difficile de parler de préjudices si on ne connaît pas les retards. »



PHOTO MARTIN CHAMBERLAND, LA PRESSE

La facture de carburant du transporteur a atteint 1,1 milliard de dollars pendant le troisième trimestre de 2008, soit 348 millions de plus que pendant la même période de l'année précédente.

LA BANQUE NATIONALE AUGMENTE LES FACILITÉS DE CRÉDIT DE TRANSAT A.T.

Le voyageur Transat A.T. a annoncé hier qu'il avait complété avec la Banque Nationale du Canada les formalités augmentant ses facilités de crédit de façon à les porter à 193,4 millions d'ici à ce que le marché du papier commercial adossé à des actifs ait été restructuré. Au départ, ces facilités de crédit étaient de 150 millions, a précisé Michel Lemay, vice-président, affaires publiques et communication, chez Transat A.T. Elles ont été amendées pour atteindre 193,4 millions et redescendront jusqu'à un montant de 157 millions lorsque le plan Crawford de restructuration du marché du PCAA sera mis en place. Le marché canadien du papier com-

mercial adossé à des actifs émis par des tiers évalué à 32 milliards, s'est effondré l'an dernier en raison de la présence dans plusieurs produits en circulation d'actifs contaminés. Il est gelé depuis août 2007 en attendant la mise en place d'un vaste plan de restructuration qui devrait avoir lieu vers la fin du présent mois. Transat A.T. a quelque 143,5 millions bloqués dans le papier commercial adossé à des actifs. L'entreprise avait conclu une entente avec la Banque Nationale en juin dernier afin d'obtenir de nouvelles facilités. Hier à la Bourse de Toronto, le titre de Transat a perdu 2 cents à 11,48\$. - La Presse Canadienne

Wall Street rebondit malgré l'emploi

REVUE BOURSIÈRE

AFP ET PC

NEW YORK — La Bourse de New York a rebondi hier après deux séances de chute, malgré l'importante dégradation du marché de l'emploi américain et des pertes abyssales de General Motors, au bord du dépôt de bilan: le Dow Jones a gagné 2,85 % et le NASDAQ 2,41 %.

Selon les chiffres définitifs de clôture, le Dow Jones Industrial Average (DJIA) a pris 248,02 points, à 8943,81 points et le NASDAQ, à dominante technologique, 38,70 points, à 1647,40 points.

L'indice élargi Standard & Poor's 500 a progressé de 2,89 % (26,11 points), à 930,99 points.

« Le marché rebondit après deux séances de fortes baisses », a noté Owen Fitzpatrick, de la Deutsche Bank.

Le Dow Jones avait perdu mercredi et jeudi plus de 10 %, un recul plus vu depuis octobre 1987.

L'indice vedette de Wall Street a repris environ la moitié de ses pertes de la veille. « Ce n'est pas vraiment un signe d'enthousiasme », a jugé Gregori Volokhine, de Meeschaert New York.

Les investisseurs ont été confrontés à de nouveaux signes concrets de la profondeur de la crise économique qui touche les États-Unis.

« Personne n'attendait de bonne nouvelle, ni des chiffres de l'emploi, ni de General Motors », a estimé M. Volokhine. « À la limite, la bonne nouvelle, c'est que GM n'est pas en faillite aujourd'hui », a-t-il ajouté.

Conférence de Obama

En forte hausse une grande partie de la séance, les indices ont brièvement effacé une partie de leurs gains après la première conférence du président élu des États-Unis, Barack Obama, consacrée à la situation économique.

« Quelques âmes innocentes espéraient qu'il annoncerait des mesures, alors qu'en fait il a rappelé qu'il ne serait président qu'à partir du 20 janvier », a observé M. Volokhine.

Par ailleurs, tant le groupe de médias et de loisirs Walt Disney

(+0,79 % à 22,99 dollars) que l'opérateur de télécoms Sprint Nextel (-13,04 % à 3,20 dollars) ont prévenu que leur activité allait ralentir.

Le marché obligataire a baissé. Le rendement du bon du Trésor à 10 ans a progressé à 3,780 %, contre 3,707 % jeudi soir, et celui à 30 ans à 4,261 %, contre 4,200 % la veille.

Toronto stable

L'indice S & P/TSX de la Bourse de Toronto a gagné 40,80 points et fermé à 9596,21, mettant un terme à une autre semaine agitée au cours de laquelle des baisses et des hausses de plus de 100 points ont été enregistrées.

Néanmoins, l'indice torontois a terminé la semaine en recul d'un pour cent, alors que la perspective de problèmes économiques plus sérieux l'an prochain s'est mêlée à la chute poursuivie des prix du pétrole.

La Bourse de croissance TSXV a clôturé en hausse de 1,75 point, à 921,88.

Le dollar canadien, de son côté, a terminé la journée à 84,18 cents US, en progression de 0,26 cent US.

Même Buffett peine

Le groupe diversifié Berkshire Hathaway, que dirige le célèbre investisseur américain Warren Buffett, a annoncé hier avoir réalisé au troisième trimestre un bénéfice net en chute de 77 % par rapport à un an plus tôt, à 1,057 milliard.

Le groupe explique dans un communiqué que ces variations ont pour lui « peu de sens », car elles excluent des plus-values latentes que la loi lui interdit d'inclure dans ses résultats.

« À quelques exceptions près, les gains ou les pertes de titres financiers négociables sont enregistrés à leur vente. Berkshire a de larges montants de gains non réalisés, et les ventes ne se font jamais en vue d'avoir un effet sur les bénéfices publiés », précise-t-il.

« Durant les neuf premiers mois de 2009, nos plus-values latentes ont baissé de 7,5 milliards, laissant un total de 24,3 milliards de gains non réalisés », poursuit-il.

- Agence France-Presse

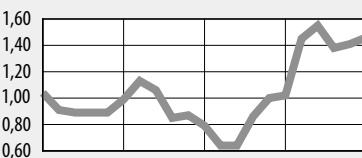
LES ENTREPRISES

TITRES GAGNANTS

URANIUM ONE

(UUU)

1,46 \$ +43,00 %



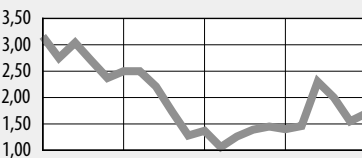
Les quatre dernières semaines

L'action de ce producteur d'uranium a bondi, le marché faisant l'hypothèse que la vente d'actifs et des prix plus élevés amélioreront sa situation financière.

NEW GOLD

(NGD)

1,70 \$ +21,00 %



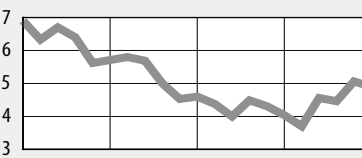
Les quatre dernières semaines

Cette société a vu son titre s'apprécier tandis que le prix de l'or a augmenté de 2,2 % cette semaine.

GAMMON GOLD

(GAM)

4,90 \$ +21,00 %



Les quatre dernières semaines

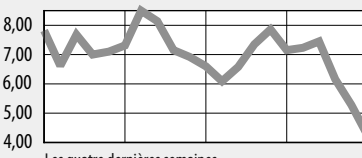
La compagnie d'exploration a indiqué que des résultats positifs de forage au Mexique indiquent qu'il existe un potentiel de mine souterraine.

TITRES PERDANTS

THOMPSON CREEK

(TCM)

4,24 \$ -41,00 %



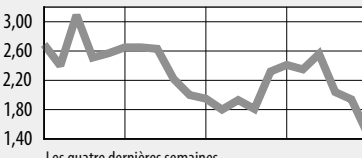
Les quatre dernières semaines

Ce producteur de molybdène a fait savoir qu'une « grande incertitude » entoure la demande et le prix du molybdène, ajoutant que les ventes du quatrième trimestre baisseront.

MERCATOR MIN

(ML)

1,47 \$ -39,00 %



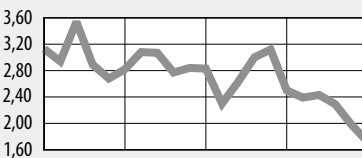
Les quatre dernières semaines

Le titre de cette société minière a écopé dans la foulée de la baisse du prix du molybdène cette semaine à la Bourse des métaux de Londres.

COMPTON PETROLEUM

(CMT)

1,72 \$ -31,00 %



Les quatre dernières semaines

Cette compagnie d'énergie a annoncé la semaine dernière qu'elle avait cessé de rechercher un acheteur après que les parties intéressées se sont abstenues de présenter une offre acceptable à cause des turbulences sur les marchés.

ENCANS

AVIS LÉGAUX - APPELS D'OFFRES - SOUMISSIONS

ENCAN  **PUBLIC**

NOUS AVONS ÉTÉ MANDATÉS PAR LES DIRIGEANTS DE
VENDRE LES SURPLUS DE MACHINERIE ET ÉQUIPEMENT D'UN
IMPORTANT CONTRACTEUR EN MÉCANIQUE

9100-C ELMSLIE, LASALLE, QUÉBEC

ENCAN: JEUDI LE 13 NOVEMBRE • 10:00AM •
INSPECTION: MERCREDI LE 12 NOVEMBRE • 9:00AM À 5:00PM

PLUS DE 700 LOTS D'ÉQUIPEMENT INDUSTRIEL
BOSCH, MILWAUKEE, WALTER, B&D, MAKITA OUTILS
ÉLECTRIQUE ET MANUELS ASSORTIS: MEULES, PERCEUSES H.D.,
IMPACT, SCIES, FLETTESUS À TUYAUX & ACCESSOIRES,
PUEUSES À TUYAUX, COUPE TUYAUX, RATCHETS ASSORTIS,
DOUILLES, WRENCHES COFFRES ET BOÎTES À OUTILS, NIVEAUX
DE HAUTE PRÉCISION, EXTINCTEURS, ETC. • (27) SOUDEUSES
ASSORTIES **HOBART, MILLER, AIRCO, LINCOLN** • GRANDE
QUANTITÉ D'ACCESSOIRES DE SOUDURE, BOYAUX, TIGES
À SOUDER, ENSEMBLE DE SOUDURE ARGON • **ENORME**
QUANTITÉ DE FITTINGS ASSORTIS, VALVES, MANCHONS,
ÉCROUS, BOULONS, EYE BOITS, C-CLAMPS, QUICKEILLERIE
ASSORTIES, PALANS À CHAÎNE JUSQU'À 6 TON, CROCHETS,
PULVEYS, BINDERS, PLATE GRAB, ÉLINGUES **MATERIAL**
ROULANTE: CHARIOT ÉLÉVATEUR **TYPE 1 (1986) BMW 633 (SI**
COUPE: (2) CHEVROLET 70 SERIES PLATFORME & À FLÊCHE
• **PLATFORME ÉLÉVATRICE & BEAUCOUP PLUS...**

VISITEZ NOTRE SITE WEB POUR PLUS DE DÉTAILS

TERMINES: PRIME D'ACHÈTEUR 12% & \$5 ENREGISTREMENT
1-800-843-2338 • (514) 395-4444

www.CIACPC.com

CASILOC
Inc.

APPELS D'OFFRES

LOT 24A - CÉRAMIQUE ET PIERRE
LOT 24B - COUVRE-SOL SOUPLE
LOT 102 - ÉBÉNISTERIE AIRES
PUBLIQUES
LOT 102A - ÉBÉNISTERIE HAUTES MISES
LOT 103 - ÉBÉNISTERIE
ARCHITECTURALE

Projet de construction
CASINO DE MONT-TREMBLANT

Les entrepreneurs peuvent obtenir de
l'information sur les appels d'offres en
visitant le site Internet de l'entreprise :

www.casiloc.com

3595946A


AÉROPORTS DE MONTRÉAL

APPEL D'OFFRES

4A-5200-8-137

Acquisition de vêtements ignifuges et résistants à l'arc électrique

Les soumissionnaires peuvent obtenir plus d'informations sur cet appel d'offres en visitant le site Internet d'ADM :

www.admtl.com

35306516A

The image shows the top section of a document. On the left is the CASILOC logo, which consists of a stylized 'C' made of three curved lines. To its right is the word 'CASILOC' in a large, bold, serif font, with 'Inc.' in a smaller font below it. Below the logo and name is a horizontal line. Underneath this line is a black banner with the text 'APPEL D'OFFRES' in white, bold, italicized, sans-serif capital letters. Below the banner is a white background with the text 'LOT 00-131 ÉQUIPEMENT - SERVICES ALIMENTAIRES' in black, bold, sans-serif capital letters. Below this is another black banner with the text 'PROJET' in white, bold, sans-serif capital letters. Below the banner is a white background with the text 'MANMTL-08-21' and 'CASINO DE MONTRÉAL' in black, bold, sans-serif capital letters. Below this is a white background with the text 'Les entrepreneurs peuvent obtenir de l'information sur l'appel d'offres en visitant le site internet de l'entreprise : www.casiloc.com' in black, sans-serif font. At the bottom left of the page is the number '35995954A' in a small, black, sans-serif font.



Le Chaînon
 depuis 1932

LE CHAÎNON
 4373 avenue de l'Esplanade
 Montréal, (Qc) H2w 1T2
 (514) 845-0151
www.lechainon.org



LE CHAÎNON
 TENDRE LA MAIN POUR DE MEILLEURS LENDEMAINS

**SOUTENIR LE CHAÎNON, C'EST AMÉLIORER
 LE SORT DE CENTAINES DE FEMMES**

✧ Merci de contribuer à leur mieux être! ✧

AVIS LÉGAUX - APPELS D'OFFRES - SOUMISSIONS

Avis de qualité

Ministère du Revenu

Successions non réclamées

Le ministre du Revenu du Québec fait connaître, par la publication de cet avis, qu'il a maintenant la responsabilité de liquider des successions ou d'administrer des biens qui n'ont pas été réclamés, pour les personnes mentionnées ci-dessous.

Vous souhaitez obtenir de l'information, faire une réclamation ou avoir accès à l'ensemble des biens non réclamés? Consultez le registre des biens non réclamés dans le site Internet de Revenu Québec, à l'adresse www.revenu.gouv.qc.ca, ou communiquez avec la Direction principale des biens non réclamés, au 1 866 840-6939. Si vous croyez être l'héritier d'une succession ou avoir le droit de réclamer un bien, la procédure à suivre pour faire votre réclamation ainsi que les honoraires qui s'appliquent vous seront expliqués. Ces honoraires seront déduits du montant que vous réclamez. Lors de votre démarche, vous devrez prouver hors de tout doute que vous êtes bien le propriétaire, l'héritier ou l'ayant droit de la succession ou des biens que vous réclamez. Notez que le règlement d'une succession exige des délais qui varient selon la complexité du cas et qui peuvent s'échelonner sur plusieurs mois.

Par ailleurs, vous pourriez être approché par un *chercheur d'héritier* (personne ou entreprise dont l'activité consiste à trouver les personnes qui ont droit à un héritage). Sachez que ces personnes peuvent exiger des honoraires élevés, que vous devez parfois payer avant même d'accéder aux renseignements préliminaires concernant l'héritage. Notez que le ministre du Revenu du Québec n'est aucunement responsable des frais que vous pourriez engager auprès d'un chercheur d'héritier.

Selon l'article 794 du Code civil du Québec, le ministre du Revenu du Québec dresse un inventaire des successions non réclamées au paragraphe 1 du présent avis. Sur demande écrite d'une personne intéressée (héritier, légataire, créancier possédant un document à l'appui), une copie de l'inventaire pourra lui être transmise.

Le ministre du Revenu du Québec remettra les biens administrés aux propriétaires et aux ayants droit qui se manifestent dans les délais prescrits. Pour réclamer une succession, tout héritier ou ayant droit dispose, en principe, d'un délai de dix ans, à compter de la date d'ouverture de la succession. Pour tout autre bien, le délai de réclamation est illimité, sauf dans le cas des sommes dont le montant est inférieur à 500 \$. Pour ces dernières, le droit de réclamation est limité à dix ans, à compter de leur remise au ministre des Finances.

Le ministre du Revenu du Québec agit conformément aux dispositions de l'article 32 de la Loi sur le curateur public et de l'article 699 du Code civil du Québec.

Note: Les appellations, les dénominations ou les noms figurant dans les listes publiées dans cet avis sont écrits comme ils ont été transmis par les différents détenteurs au moment de la remise des biens ou des produits au ministre du Revenu du Québec.

1. Successions non réclamées

Nom	Domicile	Date du décès
BÉDARD, Yves	472, chemin du Lac-Bruyère, Rouyn-Noranda	2005-10-30
BONNAMI, Réjean	4635, rue Taillon, Montréal	2008-05-02
BRIÈRE, Carol	1025, rue Sherbrooke Est, appartement 1114, Montréal	2007-12-05
CARON, Philippe (Jean-Marie)	454, route 204, Saint-Aubert	2007-09-23
CÔTÉ, Yvon	640, rue Scott, appartement B, Drummondville	2008-01-10
DESCÔTEAUX, France	10132, rue Lajeunesse, appartement 209, Montréal	2007-11-12
DESJARDINS, Gérard	247, rue de Mère-D'Youville, appartement 3, Sorel-Tracy	2008-04-02
DESROSIERS, Jean-Guy	1601, rue Dufresne, appartement 1, Montréal	2007-09-13
DOLGAN-HUOT, Maurice	662, avenue Sainte-Croix, appartement A, Saint-Laurent	2008-03-11
DUCHARME, Daniel	390, rue Gagné, Saint-Gabriel-de-Brandon	2008-05-02
DUCHARME, Patrice	32, rue Léo, appartement 3, Longueuil	2007-11-27
DUFOUR, Michel	315, rue Flamand, appartement 101, Joliette	2008-01-30
FONTAINE, Denise	112A, avenue du Parc, Laval	2006-11-27
FROMENT, Normand	7150, rue Marie-Victorin, Montréal	2007-05-20
HAMEL, Raymond	350, rue Boucher, appartement 201, Montréal	2008-01-16
LAURIN, André	46, rue Bédard, appartement 404, Gatineau	2008-05-23
LAUZON, Réal	2383, rue Oscar, appartement B, Sainte-Julienne	2008-05-05
LEBLANC, Diane	1885, rue du Centre, Montréal	2008-03-04
LEMAY, Louise	223, rue Turgeon, Montréal	2008-04-26
LENOIR, Michel	6790, rue d'Avila, appartement 217, Saint-Léonard	2007-12-12
MATHIEU, Daniel	568, boulevard Iberville, appartement 15, Repentigny	2007-12-19
MEUNIER, Jean	6, rue Derby, Ormstown	2007-04-19
NAGYHAJU (BARTOK), Martha	5820, boulevard Décarie, appartement 608, Montréal	2008-05-11
NOËL, Jacqueline	2277, boulevard Perrot, Notre-Dame-de-l'Île-Perrot	2008-04-30
PARÉ, Bernard	4160, 6 ^e Avenue Est, appartement 304, Québec	2008-01-24
PARÉ, Gilles	667, avenue de la Concorde Nord, Saint-Hyacinthe	2008-06-12
POIRIER, Jean	80, rue des Cèdres, Laval	2008-03-09
POITRAS, Claude	5541, 2 ^e Avenue, Montréal	2008-03-21
RENAULD, Denis	2135, rue de la Terrasse-Cadieux, Québec	2008-03-15
RICHARD, Sylvain	60, 17 ^e Avenue, appartement A, Pincourt	2007-08-20
SAVAGE, Maurice	325, 13 ^e Avenue Nord, appartement 215, Sherbrooke	2007-08-05
TREMBLAY, Yves-Paul	9120, avenue du Zoo, appartement 2, Québec	2008-04-02
VAILLANCOURT, Joseph-Louis	6805, chemin de Chambly, Saint-Hubert	2006-04-11

2. Biens situés au Québec dont les propriétaires ou leurs héritiers sont inconnus ou introuvables ou auxquels ils ont renoncé

Nom	Nature du bien
ROUILLARD, Charles-Calixte	Lots 17858803 et 1785805 du cadastre du Québec
THIMMAHARDY, Eugène	Inconnu / Introuvable
NORMANDIN, Georges	Lot 1785801 du cadastre du Québec
McKAY, Samuel	Lot 1785804 du cadastre du Québec
LAMARCHE, Joseph-Amédée	Lot 1785802 du cadastre du Québec

3. Biens délaissés par les personnes morales dissoutes

Raymond & Frère inc.	Québec Construction inc.
Les Développeurs APL inc.	Les entreprises B & A Construction Itée
Willart Construction Co. Ltd.	Les investissements Shetland inc.
Les Habitations Ultima 2000 inc.	
Pleasant Realty Corp.	
The Laurentian Lumber Company	
9091-1876 Québec inc.	

4. Avis de clôture d'inventaire

Conformément à l'article 795 du Code civil du Québec, prenez avis que le ministre du Revenu du Québec, agissant aux termes de l'article 698 du Code civil du Québec, a procédé à la clôture d'inventaire pour les successions suivantes :

Nom	Domicile	Date du décès
ARBOUR, Bernard	838, rue Viola, Mascouche	2005-10-29
BÉLANGER, Julien	676, rue François-Thomas, Lévis	2003-03-16
BERNIER, Yvon	1980, rue Sainte-Catherine Est, appartement 416, Montréal	2002-09-23
BÉRUBÉ, Lucien	58, rue de l'Église, Notre-Dame-du-Lac	2005-12-18

BOUGIE, Gilles

4995, rue Desmarsteau, Montréal

2004-01-22

BOURGEOIS, Sylvain

6482, chemin Paul-Gagné, Rawdon

2006-10-31

BOURGOUIN, Gérard

40, rang du Petit-Bois, Pierreville

2005-08-23

BRISEBOIS, Paul

68, rue Paquin, Saint-Joseph-du-Lac

2003-08-28

CAPONI (LEFRANÇOIS), Arlette

7639, rue des Sapins, Saint-Damien-de-Brandon

2007-11-22

CASTONGUAY, Colette

1520, rue Évangéline, appartement 209, Sherbrooke

2006-11-18

COUTURE, Armand

1425, rue Saint-Calixte, appartement 45, Plessisville

2005-11-04

CREVIER, Georges-Édouard

3646, rue Joliette, Jonquière

2004-09-08

DAOUST, Nicole

74, rue Saint-Hippolyte, Salaberry-de-Valleyfield

2003-03-15

DAVID (McCOY), Jacqueline

2122, rue Panet, appartement 308, Montréal

2002-07-28

DEMERS, Jean-Paul

2151, Route 122 Ouest, Saint-Albert

2007-04-02

DESROCHERS, Marguerite

3311, boulevard Gouin Est, appartement 310, Montréal-Nord

2005-10-27

DUFOUR, Martin

131, 4^e rang de Fleuriau, Sainte-Angele-de-Méridci

2005-11-29

DURAND, Claude

31, rue Boucher, Joliette

2004-07-10

ÉTHIER, Albert

6666, avenue Pierre-De Coubertin, appartement 28, Montréal

2007-01-28

FITZGERALD, Kenneth

99, rue La Salle, Châteauguay

2003-07-04

FOURNIER, Yvan

14206, rue du Montmartre, appartement 4, Montréal

2006-03-24

FRENETTE, Claude C.

1536, avenue Summerhill, appartement 8, Montréal

2007-08-03

FOX, Carole

807, rue Borduas, Saint-Jean-Chrysostôme

2007-03-27

GAGNON, Aline Maria Anna

305, rue Saint-Vallier, Chicoutimi

2004-01-15

GAIDUK, Jean

4585, rue Henri-Deslongchamps, appartement 3, Montréal

2006-10-27

GUILLEMETTE, Michel

909B, 42^e Avenue, Laval

2003-07-26

HAMEL, Monique

8585, terrasse Champlain, appartement 308, LaSalle

2004-04-27

HOANG, Ngoc Diep Bich

2924, rue Jolicoeur, Montréal

2006-06-11

KULAS, Victoria

15, rue Pratt, Longueuil

2003-09-07

LAPOINTE, Luc

15, rue Paris, appartement 4, Gatineau

2005-04-04

LAVOIE, Claude

6309, rue Saint-Dominique, Montréal

2006-11-01

LAVOIE, Raymond

810, rue Pierre-Bédard, Chicoutimi

2007-05-27

LEBEL, Jeannine

110, rue Saint-Louis, Drummondville

2007-02-14

MALOUIN, Michel

7165, 12^e Avenue, Montréal

2003-09-01

MANGIN, Yvan

1301, rue Labadie, Longueuil

2004-01-19

MÉTHOT, Aurèle

1462, rue Viau, appartement 205, Montréal

2006-05-01

MIGNER, Maurice

7725, avenue Rondeau, Anjou

2007-02-06

PICHETTE, André

90, rue du Collège, appartement 6, L'Assomption

2002-04-26

POMERLEAU, Marcel

466, boulevard Jacques-Cartier Nord, Sherbrooke

2005-01-06

PRIMEAU, Maurice

7310, avenue Christophe-Colomb, appartement 303, Montréal

2006-10-24

RIENDEAU, Marcel

66, boulevard René-Lévesque Est, Montréal

2004-03-11

ROCHON, Camil

168, chemin du Ruisseau, Sutton

2006-12-22

RUEL, Michel

1830, boulevard Saint-Jean-Baptiste, appartement 4, Montréal

2005-10-01

THIBAUT, Claudette

11, avenue Vital, Saint-Sauveur

2006-03-26

TRAORE, Boubacar-Pierre

3056, rue Lechasseur, appartement 1, Québec

2006-08-08

VIAL, Annie (Yvonne)

2511, avenue Letourneux, Montréal

2006-07-29

WICKLMAN, Gérard-Joseph

1632, rue Cardinal, Saint-Laurent

2006-10-19

5. Avis de fin de liquidation

Conformément à l'article 700 du Code civil du Québec, le ministre du Revenu du Québec donne avis qu'il a terminé la liquidation des successions mentionnées ci-dessous. Tout héritier ou ayant droit peut faire valoir ses droits auprès du ministre dans les dix ans suivant la date où son droit s'est ouvert.

Nom	Domicile	Date du décès	Reliquat
LÉVEILLÉ, Henri	10, rue des Amadouviens, Blainville	1999-05-29	912,54 \$

6. Avis de correction

Prenez avis que, contrairement à ce qui a été communiqué dans l'avis de qualité du ministère du Revenu, publié dans les journaux *La Presse*, *Le Soleil* et *The Gazette* du 15 mars 2008 et dans la *Gazette officielle du Québec* du 15 mars 2008, le ministre du Revenu du Québec a décliné juridiction pour agir conformément aux articles 696 et suivants du Code civil du Québec, à titre de liquidateur de la **succession de Claude Laplante**, domicilié au 711, rue Saint-Louis, Domaine Miron, à Chertsey et décédé le 1^{er} août 2007.

Direction principale des biens non réclamés

500, boulevard René-Lévesque Ouest, bureau 10.00

Montréal (Québec) H2Z 1W7

Téléphone: 1 866 840-6939

www.revenu.gouv.qc.ca

Québec

